le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Les immigrés à la conquête du pain ?

À entendre les politiciens, de droite comme de gauche, « la France ne peut accueillir toute la misère du monde ». Les travailleurs migrants, loin de manger le pain des Français, ne font que répondre aux besoins d'une économie à laquelle ils sont devenus indispensables.

M 02137 - 1456 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Il faut vivre comme on pense, sinon tôt ou tard on finit par penser comme on a vécu. »

Paul Bourget

hebdo n° 1456

du 23 au 29 novembre 2006

Sommaire

Les États généraux de la **prison,** par J.-P. Gault, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Retour sur la **grève** à La Poste, par DZK, *page 7*

Soutien à Benjamin Deceuninck, par le groupe Gard Vaucluse, *page 8*

Dernières nouvelles de **Oaxaca,** par A. Stevens, *page 9*

Aux abonnés **absents,** par Thierry *page 10*

Le **permis** de chasse, par B. Noël, *page 11*

Le réchauffement global, **ou pas?** par P. Pelletier, *page 12*

Oaxaca: situation et perspectives, par Raoul Vaneigem, *page 15*

GB 84: le livre, par Tsinapah, *page 16*

1984 : retour sur une **grève,** par J.- M. Destruhaut, *page 17*

Les enfants **perdus** de Budapest, par F. Gomez, *page 20*

Un Dimanche de la Vie, par Olivier Pinalie, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Appel à souscription:

Le compagnon qui a mis en page la semaine dernière l'article pages 3-4-5 sur Oaxaca (Monde libertaire N° 1455) appel à une souscription pour payer la balle qui va servir à le fusiller pour avoir tronquer la fin de l'article!

Pour les puristes qui se demandent comment finissait cet article, voici, en rouge, le texte manquant:

Pour répondre aux demandes des peuples qui l'habitent. A.S.

Sources: *La Jornada*, les communiqués de l'Appo et des diverses associations indigènes.

Pour les autres, qui cherchent la suite des événements, nous leur conseillons de la lire page 9 la chronique de la même auteuse.

L'affiche «Il dort dans la rue et des logements sont vides...» est disponible au format 43x63 cm au tarif de 7 euros les cinquante ainsi qu'au format autocollant au prix de 1,50 euro les cinquante. Adressez vos commandes à la librairie du *Monde libertaire*: 145 rue Amelot 75011 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

685 000 victimes aujourd'hui ! Non, il ne s'agit pas d'un tsunami ni d'un tremblement de terre, pas même d'un cataclysme nucléaire. Non, cette catastrophe n'est pas que ferroviaire ou aérienne. Ce n'est même pas le nombre de victimes des multiples guerres qui ensanglantent notre planète, qui, quoique très impressionnant, n'atteint pas ce chiffre journalier ; ces 685 000 victimes ne sont pas tombées sur le champ d'honneur, car il n'y a aucun honneur à perdre sa vie à la gagner, elles ne se sont pas non plus sacrifiées pour un idéal, ou du moins pas le leur. Ce nombre abracadabrantesque est celui des victimes d'accident du travail chaque jour. À l'heure où l'UMP du comte Sarközy de Naguy Bocsa vient de sortir son programme de gouvernance pour la prochaine législature, mettant en avant la valeur du travail, où Madame Royal a été plébiscitée candidate officielle des socialistes pour la magistrature suprême, elle qui met aussi le travail comme valeur suprême à inculquer à nos enfants, cette statistique fait froid dans le dos. Le parallèle qui peut être fait avec les deux guerres mondiales qui décimèrent les populations du siècle dernier, c'est que c'est toujours celui qui dit qui envoie les autres au casse-pipe à sa place. Avant de glorifier le travail et de faire des esclaves du capitalisme des héros des temps nouveaux, nos cols blancs devraient appréhender un peu plus qu'à travers un stage d'un mois l'été (alors qu'ils étaient étudiants et voulaient se payer une moto), ce que c'est que d'avoir à se lever tous les matins pour aller rejoindre la cohorte des exploités qui comme soi triment en essayant de se résigner à accomplir des tâches abrutissantes afin d'essayer d'éponger leurs dettes. Cette glorification du travail va de pair avec le culte d'une nation forte, et si de nos jours les économistes ne comptent plus trop sur une guerre entre pays développés pour garantir une relance économique – quoique des pays comme les États-Unis ou Israël n'aient toujours pas renoncé à fomenter des guerres pour renforcer leur cohésion nationale –, ils nous entraînent vers une guerre économique qui ne fait pas moins de victimes. Les dégâts collatéraux de cette guerre mondiale économique sont innombrables, outre les accidents du travail qui augmentent exponentiellement en fonction de la productivité, l'émigration prive de forces productives les pays qui en auraient le plus besoin. Arrivés dans nos pays riches, ces immigrés, loin de nous ôter le pain de la bouche, viennent renforcer nos économies. Les frontières ne sont là que pour nous diviser afin que les puissants qui nous gouvernent puissent mieux régner ; alors qu'eux et leurs entreprises ne connaissent ni patrie ni frontière.

L'immigration de travail et le marché de l'emploi

François Roux

Pourquoi discuter de l'immigration de travail quand nous ne reconnaissons d'autre frontière que celle qui sépare les opprimés de leurs exploiteurs[1] ? Tout simplement pour réfuter quelques idées reçues qui laissent croire que les travailleurs migrants représenteraient une charge (« toute la misère du monde ») pour l'économie des sociétés occidentales. L'immigration de travail provoque-t-elle du chômage et la baisse des salaires en France, oui ou non ? Dans un pays qui compte 18 % de sans emploi dans le secteur concurrentiel[2] et des millions de travailleurs pauvres, la question n'est pas sans intérêt à la veille du grand carnaval électoral.

Une immigration rentable pour l'économie française.

Rappelons tout d'abord que la recherche de travail représente la principale cause d'immigration, mais qu'il y en a d'autres (les guerres, les persécutions…). Ceci dit, une fois partis de chez eux, tous les immigrés doivent subvenir à leurs besoins, quelque ait été leur motif de départ.

Lorsque des individus quittent leur pays pour assurer leur subsistance et celle de leur famille, c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement : la rupture est douloureuse, le voyage onéreux[3] et dangereux. Les migrants se dirigent vers les régions où des membres de leur communauté sont susceptibles de les accueillir et où ils pensent pouvoir trouver du travail. Une fois parvenus à bon port, les nouveaux arrivés ne cherchent pas à s'employer dans les secteurs d'activités où ils entreraient en concurrence avec des nationaux : à qualification égale, ils n'ont évidemment aucune chance d'être embauchés. Lorsque le marché de l'emploi local ou sectoriel commence à s'engorger, la communauté s'organise pour s'implanter ailleurs ou pour investir un nouveau secteur en demande d'emploi. Le slogan cynique de l'« immigration choisie » occulte cette évidence que l'intérêt bien compris des travailleurs migrants consiste à répondre aux besoins de main d'œuvre de l'économie du pays d'accueil. On peut le vérifier sur le terrain : les secteurs qui emploient massivement des étrangers : bâtiment, hôtellerie-restauration, nettoyage industriel, sécurité, services à la personne… restent malgré cela en pénurie de personnel.

La fable selon laquelle l'immigration aggraverait le chômage des Français et tirerait les salaires vers le bas ne tient pas donc debout.

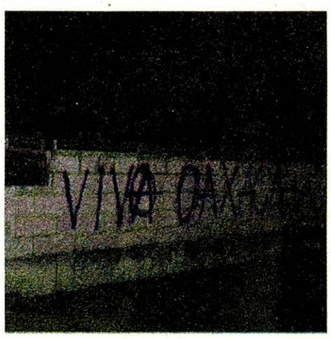
Au contraire, puisqu'ils répondent à un besoin économique, les travailleurs migrants permettent le développement d'activités génératrices de plus-values et donc d'emplois pour les nationaux. Le produit de leur travail s'en va pour l'essentiel dans les poches des entreprises, de l'État et des assurances sociales. Quant à la petite fraction qui leur est restituée sous forme de salaire, une partie est dépensée sur place, contribuant à faire tourner l'économie du pays d'accueil, et l'autre envoyée au pays d'origine pour aider la famille à subsister.

Cet argent représente des sommes colossales au niveau mondial, bien plus que la prétendue « aide au développement », et les familles l'utilisent principalement pour satisfaire des besoins de consommation, éducation et santé notamment. Soit dit en passant, les « experts » du FMI aimeraient bien collecter cette manne et prélever dessus une dîme sensée financer les besoins en investissement des zones d'émigration, afin d'assurer leur « développement » au service de l'économie du libre marché.

Une étude commanditée aux services du Ministère de l'économie et des finances par Nicolas Sarkozy au temps où il y officiait concluait que l'immigration de travail avait un impact quasiment nul sur le chômage et les salaires en France. Les fonctionnaires de Bercy soulignaient que le discours anti-immigrés touchait les catégories sociales menacées de déclassement pour des raisons n'ayant rien à voir avec l'immigration, et que ce fantasme était instrumentalisé pour créer des tensions sociales à des fins politiques[4].

Soutien à Oaxaca

Le jeudi 16 novembre au matin, l'enseigne et une partie de la façade du consulat mexicain de Dijon étaient recouvertes d'une nuée noire d'huile de vidange, ainsi que d'un graffiti « Viva Oaxaca ». Un rassemblement de soutien au peuple en lutte de oaxaca a par ailleurs était appelé devant ce même consulat pour le lundi 20 novembre, journée internationale d'actions.



CMU : les généralistes ne cachent plus leur refus

Dans son bulletin de septembre 2006, le conseil départemental de l'ordre des Yvelines se justifie de refuser de soigner un patient bénéficiaire de la CMU, estimant que « la médecine libérale est une médecine de liberté ». Frédéric Prud'homme, président de l'ordre, affirme pour sa part : « Les médecins ne refuseront pas de recevoir, lors d'une première demande de consultation, quiconque le leur demandera, comme ils s'y sont engagés par le serment d'Hippocrate. Mais au terme de ce premier entretien, le médecin doit demeurer libre de décider s'il accepte de prendre définitivement en charge le patient, ou s'il considère que les conditions imposées par cette prise en charge ne le lui permettent pas de le faire. » Dans *Le Monde*, ce dernier se défend : « d'encourager ses confrères à refuser de prodiguer des soins aux patients CMU ». Cependant, « agacé par les mises en cause répétées des médecins sur le sujet » il affirme : « vouloir lancer le débat sur la place de la médecine libérale : on ne peut pas demander aux médecins libéraux, au nom de la déontologie, d'assumer tous les problèmes sociaux de notre société » .On connaît la suite : on ne peut pas, non plus accueillir tout la misère du monde !

Les malades étrangers indésirables

Sarkopen, sous la pression des associations, a renoncé à une loi renforçant la restriction de l'accueil des étrangers malades. Cependant, il prépare, selon *Les Échos*, qu'on ne peut pas traiter de gauchiste, une circulaire, sans débat parlementaire, sans débat public, sans contrôle. Le projet prévoit qu'à partir du moment où « le traitement existe dans la capitale ou, au moins, dans une ville du pays, le malade n'aurait plus droit à un titre de séjour ». Il serait donc expulsable, même si le médicament coûte trop cher, même si on ne le trouve que dans une seule pharmacie du pays d'origine, même s'il n'est disponible qu'en trop petite quantité. Pour que tout soit clair, un listing par pays, serait réalisé par les ambassades de France. Les situations individuelles ne seraient plus prises en compte. De plus, les médecins devraient donner aux préfets, les informations suffisantes pour qu'ils puissent se prononcer sur la gravité de la pathologie : « Une véritable violation du secret médical », selon Act-UP Paris.

Le roi des cons entre en campagne

Jean-Marie Le Pen reprend, une fois est coutume, les thèmes favoris du Front de la Haine : sécurité et immigration. Mais, tendance oblige, il parle également écologie, éducation, outre-mer, diplomatie et fiscalité. Sur ce dernier sujet, il fourmille d'idées. Pas vraiment originales, depuis leur démontage dans les années 30/40, en bonne et due forme, entre autres, dans « Maître Puntila et son valet Matty » de Bertold Brecht, ou encore de « Fascisme et grand capital » de Daniel Guérin… Il souhaite, en effet : « libérer le travail en rétablissant la liberté sur les heures supplémentaires, mais surtout, exonérer la résidence principale du calcul de l'ISF ». Pauvres riches et heureux pauvres !. Mais alors, comment reconnaître la soit disant copie sarkopeniste, qui promet également monts et merveilles à ses riches électeurs de Neuilly-sur-Seine, de l'original Lepenzyste qui promet tout et son contraire ? À y perdre sa messe en latin !

SDF : c'est l'Etat qui paiera

Delanoë, durant une visite d'un centre d'hébergement parisien a « pointé les défaillances de l'État dans la lutte contre l'exclusion à Paris ». Courageux et surtout, ça ne mange pas de pain ! Il propose de mettre à disposition de l'État l'ancienne résidence étudiante de l'ENA dans le 7e arrondissement, ainsi qu'un autre appartenant à la ville, à Fontainebleau, loin du regard des bobos, un espace à partager avec les prostituées refoulées de la capitale ? En tous cas le maire de mes deux mairies de Paris estime s'être ainsi, dédouané de « toute critique pouvant lui être faite, en cas d'un hiver rigoureux ». Le vieil abbé Pierre va apprécier le geste généreux d'intentions, ainsi que toutes et tous les privés de toits et leurs soutiens.

Agression d'un militant CNT

Le samedi 18 novembre, lors de la manifestation unitaire contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance, un militant de la CNT a été violemment frappé, sans aucune raison, par un membre du SO de la CGT.

La démarche de collectif unitaire déplaît-elle à ce point à certains éléments ultra-violents de la CGT ? En tout cas de nombreux manifestants cégétistes sont venus nous témoigner leur indignation face à ces pratiques inqualifiables et nous ont assurés de leur solidarité.

La CNT n'admet pas ces méthodes crypto-militaires qui vont à l'encontre de l'unité des travailleurs face aux attaques patronales et gouvernementales.

Rassemblement antimilitariste de Gentioux

Comme tous les 11 novembre depuis une quinzaine d'années maintenant, le rassemblement devant le monument aux morts de Gentioux draine plusieurs centaines de pacifistes, antimilitaristes, anarchistes, libres penseurs… Cette année encore, les différents speechs des organisations présentes (Libre Pensée, LDH, Mouvement de la Paix, Fédération anarchiste) ont dénoncé les guerres, le capitalisme, les États, les armées…

Nous nous sommes ensuite retrouvés au Villard pour partager nos casse-croûtes et refaire le monde.

C'est à la fin du repas dans une ambiance conviviale que fut décerné le « Grand Prix : Ni Dieu Ni Maître » au livre « Non » de Rolland Hénault, alias Guimou de la Tronche. Un tribunal (révolutionnaire !) avec pour juge Franck Thiriot, Jean-Marc Raynaud en gendarme, assisté d'un militaire, d'une nonne et d'une keufette. Hilarant !

Même si les 11 novembre de Gentioux sont pour beaucoup l'occasion de se revoir, nous aimerions ne plus avoir à dénoncer encore et encore les méfaits de cette société militarisée. Mais pour cela, entre-temps, le monde aura du changer de base !

La Poste
on a tous à y gagner ?

Retour sur la grève du 14 novembre

Depuis déjà 15 ans, la privatisation de La Poste est en marche (loi Rocard-Quilès de 1990 qui a scindé les PTT en deux entités : La Poste et France Télécom), et elle ne cesse de s'accélérer, et ceci à coup de restructurations, « d'adaptation au marché », de modernisation et de mécanisation.

Cela a commencé par le vocabulaire, histoire de faire entrer dans la tête du personnel que la privatisation était une « évolution » naturelle (les usagers devenant des clients, l'administration postale de service public devenant une entreprise avec une mission de service public, etc.).

Vint ensuite le « recentrage sur le corps de métier », c'est-à-dire la suppression des services annexes non directement lié au courrier ou au financier (ménage, camions, transports de fonds, ateliers mécaniques, services d'imprimerie).

Après, c'est le statut du personnel qui a été remis en question : arrêt des concours de fonctionnaires, pour ne plus embaucher que du personnel dit « contractuel », c'est-à-dire de droit privé ; les fonctionnaires d'état devenant, quand à eux, des fonctionnaires de La Poste (petite distinction juridique qui a son importance).

Le management est alors devenu infantilisant et oppressif : gestion par le stress, notation annuelle dont dépend une part de la rémunération (avec autocritique, objectifs liés au commercial, ou à la totale adhésion individuelle à la stratégie de privatisation de la poste), suppression des concours internes (anonymes) pour les promotions afin de les remplacer par des entretiens où l'on doit prouver son « dévouement à la cause du libéralisme ».

L'étape suivante a été le tronçonnage de La Poste en divers entités en vue de pouvoir isolé les activités rentables du reste : distribution (les facteurs, les centres de tris), services généraux (les guichets), services financiers (création de la Banque Postale), les colis des zones urbaines (création de Coliposte), les colis urgents (création de Chronopost), et enfin la publicité non adressée – les prospectus et journaux de petites annonces – (création de Mediapost).

Désormais, le temps est venu, pour les dirigeants de La Poste, de fignoler le travail afin d'être prêts pour l'ouverture totale du courrier à la concurrence, que les directives européennes ont fixée pour 2009. Pour ce faire, il convient de faire des coupes sombres dans la masse salariale.

C'est ainsi que c'est prêt d'un tiers des bureaux de postes qui doivent disparaître, au profit de « Points Postes » chez l'épicier ou le boulanger du coin. D'un autre côté, grâce à la mécanisation du tri du courrier, le réseau de centres de tri est en plein démantèlement (près des deux tiers des centres départementaux doivent disparaître pour être remplacé par des centres régionaux sur-mécanisés, avec l'augmentation de la noria de camions, et l'agrandissement des trajets de ces derniers, qui en découle… en ces temps de réchauffement planétaire, on appréciera la préoccupation écologique de ce choix industriel). Côté facteurs, enfin, c'est 30 000 à 40 000 postes sur 100 000 qui sont appelés à être supprimés dans le cadre d'un plan appelé « Facteur d'Avenir », plan qui remet totalement en cause la nature même de ce métier, à savoir qu'un facteur est affecté à un quartier bien particulier dont il distribue le courrier tous les jours (et que dont, par conséquent, il connaît bien les habitants, les spécificités, etc., lui permettant ainsi d'avoir son fameux « rôle social »).

Toutefois, cette dernière ligne droite vers la privatisation se déroule plus mal que prévu pour les dirigeants de La Poste… la pilule, cette fois-ci, ne passe plus, ou pour le moins, de plus en plus mal.

Cette grogne généralisée, accumulée depuis des années, contre la dégradation des conditions de travail, la stagnation des salaires, et l'insécurité permanente entretenue par les restructurations qui se multiplient, s'accélèrent et s'amplifient, dans tous les corps de métiers de La Poste, a finalement abouti à une grève à l'appel de la quasi unanimité des syndicats présents à La Poste (CGT, CFDT, CFTC, FO, SUD, CNT) le 14 novembre dernier, grève qui, avec 40 % de grévistes au niveau national (et non 15 % comme annoncé par la direction), est le plus gros mouvement enregistré à La Poste depuis bien longtemps. Fort de ce bon score, il semble que les centrales syndicales soient partantes pour remettre le couvert le 11 décembre, alors que de leur côté, les centres de tri d'Ile-de-France sont engagés dans une lutte spécifique de longue haleine que des sections syndicales de diverses obédiences cherchent à étendre sur tous les centres de tris du territoire.

C'est pourquoi, actuellement, on peut se demander si nous allons enfin assister à un réveil des consciences, et à l'émergence d'un mouvement d'ampleur (telles les fameuses grèves des PTT de 1974) qui seul pourra inverser la tendance, ou alors si nous allons, de nouveau, assister à une jolie suite de journées d'action et de préavis de grève de 24 heures, aux seuls conséquences d'essouffler toute velléité de lutte sérieuse, comme semblent déjà en prendre le chemin nos centrales syndicales.

DZK

Fichage et répression

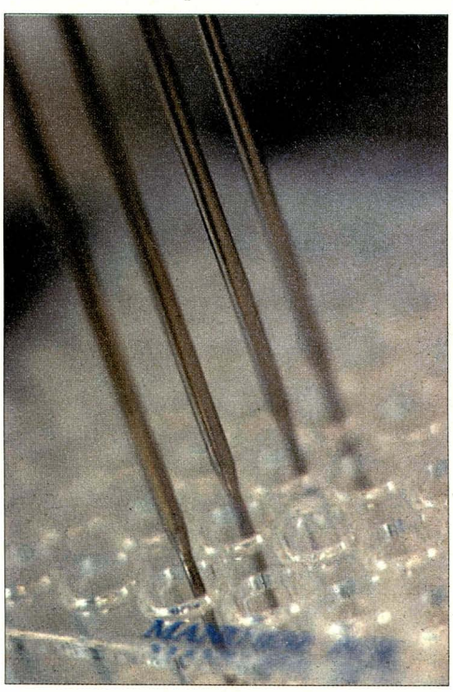
Soutien à Benjamin Deceuninck

Nous nous étions fait l'écho[1] des débats et des mobilisations occasionnés par le refus de Benjamin Deceuninck, de se soumettre à un prélèvement d'ADN, suite à une condamnation pour participation à un fauchage collectif de betteraves transgéniques à Avelin, dans le Nord. Benjamin Deceuninck a été condamné le 29 septembre 2006 pour « refus, par personne condamnée pour délit, de se soumettre au prélèvement biologique destiné à l'identification de son empreinte génétique » (selon l'article 706-56 du Code de procédure pénale), et face à la volonté du Procureur d'Alès de le convoquer pour un nouveau prélèvement ADN, Benjamin fait appel de sa condamnation. Il se retrouvera donc devant la cour d'appel de Nîmes le 28 novembre à 8h30.

Notre soutien à Benjamin et aux opposants qui partagent cette démarche s'appuie sur des analyses reposant sur des faits et des constats.

En 1997, suite à la légitime émotion causée par le meurtre de Catherine Dickinson, les autoritées exercèrent une pression morale pour soumetre toute la population masculine entre 15 et 35 ans du village de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine) à un test ADN pour trouver le présumé coupable parmi eux.[2] L'émotion, parfois orchestrée, permet souvent au Pouvoir de présenter des mesures sécuritaires hors normes, sans contestation.

Lors de la conceptualisation du FNAEG (Fichier National d'Empreintes Génétiques) en 1999, il s'agissait de réaliser un fichier pour criminels et délinquants sexuels sur mineurs.



En 2001, sous l'émotion du 11 septembre, la gauche, jamais en reste pour surveiller et punir plutôt que réfléchir et prévenir fit voter la Loi sur la Sécurité Quotidienne. Le FNAEG est alors élargi aux personnes ayant commis des crimes graves sur autrui. Enfin, en 2003, Sarkozy, dans la Loi sur la sécurité intérieure (LSI), étend encore l'application de cette mesure aux délits d'atteinte aux personnes et aux biens (vol, dégradation, extorsion, détériorations...) et instaure une sanction en cas de refus de prélèvement d'ADN, aggravée en 2004 par Perben, alors ministre de la Justice. Aujourd'hui, une simple suspicion ou le fait d'être témoin dans une affaire vous amène droit dans le FNAEG[3]. En revanche, les cols blancs condamnés pour des délits économiques échappent au fichage génétique.

Dans le même temps, on relève en France un profond mouvement visant à traiter par la voie judiciaire toute question et tout conflit qui, jusqu'alors, se réglaient différemment, sans passer par les tribunaux. Cette « judiciarisation » des questions de société qui s'est instaurée remplace tout débat par des procédures pénales. On assiste à une montée en puissance de l'appareil judiciaire qui énonce les « bonnes » règles philosophiques et politiques en lieu et place de la Société dans son ensemble. L'État, servi par les gouvernements de passage aux affaires, contient ainsi les mouvements les plus divers de contestation sociale: manifestants, faucheurs d'OGM, déboulonneurs de pub, grévistes, syndicalistes... Ainsi, lorsqu'un faucheur s'en prend à des plantations pourtant hors la loi, la question sera tranchée sous l'angle de l'atteinte à la propriété privée; lorsqu'un piquet de grève empêche le déménagement des machines vers un autre site (délocalisation), on le condamnera sous prétexte « d'entrave à la liberté de commerce »; dans un autre registre, le journaliste est menacé d'une procédure s'il livre des informations confidentielles dans le cadre de son enquête... Les activités militantes sont aujourd'hui qualifiées par le code pénal. Les retombées d'un tel mouvement sont évidentes: nous ne pouvons plus envisager les activités militantes sans intégrer cette épée de Damoclès. Cette situation influe donc sur nos stratégies, nos moyens d'actions, nos dynamiques, la hauteur de nos revendications; cette autocensure est un puissant effet secondaire des mécanismes sécuritaires prétendument ciblés sur les criminels, qui, par extension, touchent tous les groupes de la population.

Dévoyé par rapport au concept de départ, le FNAEG, sous l'effet du règlement judiciaire des questions de société et des tensions sociales, grossit démesurément et vise aujourd'hui à englober tout le monde. La volonté affichée par Sarkozy de nourrir la banque de données ADN pour rendre ce fichier efficient selon la logique policière nous amènent à un nouveau mode de fichage généralisé. Gare à nous si notre ADN est retrouvée sur le lieu d'un délit... Nous sommes tous et toutes traités comme des suspects permanents, et le FNAEG évite à la police de faire des recherches sur le terrain, en utilisant ce fichier comme une voyante sa boule de cristal. Vous serez suspecté si on retrouve votre ADN dans une affaire criminelle...

Il faut relever enfin que si l'autorité policière et judiciaire renforce ses moyens de surveillance et de fichage généralisés à toute la population, les élites politiques et économiques refusent tous contrôles ou tutelle de la société sur leurs activités, leurs bénéfices et la finalité de leurs décisions. Les politiciens ne tiennent pas leurs promesses et gèrent le pouvoir d'État, donc la répression, les financiers eux nous volent et s'enrichissent. Le capitalisme s'organisent à l'abri du regards de la justice sociale.

Initier, encourager, soutenir... révoltes et désobéissances

Les moyens de contrôle se multiplient, les moyens octroyés à la répression et à la surveillance n'ont jamais été aussi colossaux, et dans le même temps, l'ensemble des budgets pour la prévention (sanitaire, sociale, éducative...) et l'Égalité d'accès (services publics, répartition des richesses produites) ne cessent de s'amenuisés. Rappelons aussi les conditions inhumaines de détention des populations carcérales, l'absence de moyens pour guérir les malades, l'incurie des moyens réinsertion... Ce mouvement historique débouche sur une conjonction qui a sa place dans une grille de lecture politique tels que les anarchistes la déclinent. L'autorité en place assoit une domination légitimée par ses institutions répressives et son système délégataire; les mécanismes répressifs induisent un autocontrôle de tout un chacun, devenu suspect permanent, divisant ainsi la société qui s'atomise et tremble pour tout, recourant à la police et condamnant par avance toute volonté de changement social radical, par peur; et les élites qui gèrent les institutions ou en tirent bénéfice n'ont de compte à rendre qu'à leurs pairs ou à leurs vrais maîtres; nous sommes sous contrôle, dépossédés, désarmés.

Dans une telle perspective, les seules options qui nous restent sont d'inventer de vigoureuses et nouvelles formes collectives de

désobéissance et de luttes qui tiennent compte des développements technologiques et répressifs, tout en cultivant le plus largement possible la révolte sociale, avec l'objectif de s'émanciper en empruntant la voie autogestionnaire, égalitaire, non capitaliste et libertaire. En deux mots : la révolution sociale. Que la jeunesse blasée et leurs aînés, lassés ou abusés par les politiciens, des fascistes jusqu'à l'extrême gauche, autant que par les miroirs aux alouettes de la Société du spectacle le sachent : notre avenir est dans la lutte, et c'est l'une des rares perspectives qui donne sens à la vie. Mais il faut choisir.

Groupe Gard Vaucluse
de la Fédération anarchiste

1 — Cf. *Monde libertaire* n° 1446 et 1449

2 — Le groupe La Commune de Rennes, de la fédération anarchiste, appellera au boycott de ce test en dénonçant son caractère liberticide. En fait, le coupable n'était pas un villageois. Voir *Monde libertaire* n° 1097 et 1103.

3 — Aujourd'hui, 127 délits entraînent le fichage ADN

Mexique en lutte

Dernières nouvelles de Oaxaca, le 15 novembre 2006

L'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca) annonce qu'elle empêchera le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz, de rendre son deuxième rapport d'activités au Congrès. Cette cérémonie, en effet, vise à montrer qu'il y a « gouvernabilité », ce que conteste l'APPO. Le programme de gouvernement présenté mercredi passé par Ruiz au ministre de l'Intérieur comprenait six points : réconciliation, réforme de l'État, réactivation économique, sécurité, révision des structures de gouvernement et avancée dans l'accomplissement des accords passés avec les enseignants. Cependant, aucun détail n'a toujours été fourni quant à savoir comment seront accomplis ces six engagements.

Les étudiants de l'Université autonome Benito Juárez d'Oaxaca refusent de reprendre les cours, ainsi que de démanteler les barricades qui entourent le campus. Le recteur a annoncé lui-même que les cours étaient suspendus jusqu'à nouvel ordre, mais il avait demandé la levée des barricades en échange d'une protection policière pour les étudiants militants, protection que ceux-ci estiment « incongrue » étant donné la répression violente que la police a exercée sur eux il y a deux semaines. Trois étudiants sont toujours incarcérés ; la section locale de la Ligue des droits humains demande leur libération ainsi que la présentation en vie de 31 personnes disparues lors des assauts policiers subis par la ville. Pour marquer leur détermination, 2 000 étudiants ont effectué une marche depuis la Cité universitaire vers le camp principal de l'APPO, au couvent de Santo Domingo.

Dans une petite ville de l'État, des professeurs ont fait prisonniers six militants du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) qui cherchaient à remplacer les professeurs de la section 22 du syndicat, toujours en grève.

L'ex-maire de Mexico, Andrés Manuel López Obrador, ainsi que des députés du PRD (Parti de la révolution démocratique) organisent vendredi prochain une rencontre nationale « pour la défense d'Oaxaca » ; ils exigent le retrait de la PFP (Police fédérale préventive) et la démission du gouverneur comme préalable à toute négociation et souhaitent promouvoir des actions pour éviter de futures violences et terreurs à l'encontre des populations en lutte.

Chiapas

Lundi 13 novembre, des indigènes lacandons, militants du PRI, ont entrepris de chasser par la force des indigènes tzetales et choles, sympathisants de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), de certaines terres revendiquées par les deux parties dans la réserve écologique des Montes Azules. Selon le Centre des droits humains Fray Bartolomé de las Casas, proche des zapatistes, l'affrontement a fait 14 morts, 10 du côté des sympathisants de l'EZLN et 4 du côté des Lacandons. Le ministère fédéral de la réforme agraire et le gouvernement du Chiapas avaient, au terme d'une négociation, attribué ces terres aux Lacandons et obligé les autres indigènes à les évacuer.

Lutte pour la présidence

La tension monte à l'approche de l'entrée en fonction du nouveau président de la République, qui doit avoir lieu le 1er décembre au Palais législatif. Le PRD, dont fait partie le candidat Andrés Manuel López Obrador (AMLO), évincé par une fraude électorale plus que probable, a réaffirmé son intention d'empêcher à tout prix cette cérémonie. Le PAN (Parti action nationale), parti du président, veut faire protéger les lieux par l'armée, ce qui est refusé par les autres partis, y compris le PRI qui estime « lamentable » qu'un acte constitutionnel comme la transmission de pouvoir doive se faire sous la protection de l'armée et de la police ; le PRI demande que des négociations politiques soient faites avec le PRD pour que les choses se passent sans violence. L'APPO annonce sur son site Internet qu'aura lieu le 1er décembre une marche d'un million de personnes vers Mexico, à la fois pour exiger la démission de Ruiz et pour rejeter la présidence de Calderón.

Le porte-parole de l'actuel président a demandé que la voix de la majorité soit respectée, puisqu'en démocratie c'est la majorité qui commande, et puisque la majorité a voté pour Calderón. AMLO, de son côté, a déclaré que le gouvernement de Calderón serait une mascarade et un pur appareil bureaucratique, car tel est un gouvernement « sans l'appui du peuple ». Il a ajouté que le parti pris de la majorité des médias, « vendus à la droite néo-fasciste », est une preuve que le pays n'est pas une démocratie. Il maintient que le 20 novembre aura lieu sa propre entrée en fonction comme « président légitime », avec le cabinet qu'il a constitué et avec le programme qu'il a annoncé pour gouverner « pour le peuple et avec le peuple ».

La hiérarchie catholique abonde dans le sens de la présidence, méprisant les accusations de fraude électorale. Pour rappel, les indices de fraude représentent surtout des nombreq beaucoup plus importants de votes que de votants officiels dans certains États, des bizarreries dans la progression du décompte des voix, une partialité évidente de l'IFE (Instituto Federal Electoral, institution créée en 1988 pour garantir la transparence du processus, mais qui a été immédiatement assujettie au gouvernement en place, ses membres faisant exclusivement partie du PAN et du PRI) - tout cela sans parler d'une campagne électorale véritablement haineuse et diffamatoire envers le candidat du PRD. Un article extrêmement détaillé, et dont la conclusion est accablante pour le PAN, est paru à ce propos dans *La Chronique des Amériques* (juillet 2006, n° 26, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal) : *Les élections présidentielles mexicaines : parodie électorale ou tragédie démocratique ?* par Émilie E. Joly.

Les sénateurs du PRD, reprenant l'ensemble des irrégularités commises lors des élections, demandent la démission de tous les membres de l'IFE.

Annick Stevens
Article paru dans La Jornada

Aux abonnés absents

Le combat incessant des victimes de l'amiante contre leurs bourreaux

Dix ans, il aura fallu dix ans de bagarre pour que les victimes de l'usine Ferodo-Valeo (de Condé-sur-Noireau) empoisonnés par l'amiante entre 1952 et 1997, remportent une première victoire sur cet isolant psychologique qu'est l'indifférence. Victoire encore modeste: sept dirigeants soupçonnés de ne pas avoir protégé leurs salariés contre une exposition à la fibre cancérigène font l'objet d'une mise en examen car la justice exige désormais leur audition. La difficulté pathologique de la société française à reconnaître ses mensonges et non-dits a conduit les victimes de l'amiante et les veuves de salariés à ouvrir (après les procès intentés au civil pour obtenir la « faute inexcusable » de l'employeur) un deuxième front judiciaire au pénal.

Si jusqu'ici tout a été tenté pour qu'aucune plainte ne soit instruite, le procès « de l'air contaminé » qui devrait juger les patrons risque fort, plusieurs décennies après les faits, de juger des fantômes. En effet, les actes reprochés étant pour la plupart antérieurs aux années 1990, la justice n'a aujourd'hui d'autre recours que d'utiliser les qualifications d'homicides et blessures involontaires[1]: il lui faudra donc remonter à l'acte et à la personne qui est à l'origine du préjudice. Les pathologies de l'amiante ne se déclarant que 20 à 30 ans après l'exposition, elles rendent donc impossible l'établissement d'une date précise de l'empoisonnement. Résultat, la condamnation des employeurs sera sûrement abordée dans une prochaine décennie!

Le Grenelle de l'amiante

Reste que, jusqu'à présent, les industriels de la fibre, médecins du travail, responsables sanitaires et du travail, politiques impliqués dans l'hécatombe ont échappé à toute mise en cause par la justice. Pourtant, les élus ont prêté la main durant quarante ans aux industriels qui se sont employés à retarder au maximum l'interdiction de l'amiante. Le procès de ces hommes et femmes n'aura sans doute jamais lieu: votée en juillet 2000, la loi du sénateur centriste Pierre Fauchon restreignant les poursuites pénales à l'encontre des décideurs publics en cas d'homicide ou de blessures involontaires, les sauve des eaux judiciaires et leur évite la mort politique. Patronne de la Direction du travail (1984 à 1987) puis ministre du Travail (1991 à 1993) Martine Aubry retardera de 42 et 13 mois la transposition et l'application de deux directives européennes qui, l'une après l'autre, réduisaient de moitié la valeur limite d'exposition à l'amiante.

Il y aura eu combien de contaminations durant ces mois de retard? Sa proche collaboratrice, patronne de la médecine du travail, apportera elle, la caution de l'État au sein du CPA, un lobby qui contribua à minimiser les dangers de la fibre... Et son mutisme s'explique mieux quand on sait qu'elle sera plus tard nommée médecin-conseil de Saint-Gobain, naguère l'un des ténors mondiaux d'une industrie à haut risque: l'amiante. Il faut, pour être distingué par les entreprises, n'avoir pas manifesté trop de zèle! Les représentants des pouvoirs publics objectent aujourd'hui le fait qu'ils aurait été manipulés par les industriels mais, comme le souligne le rapport du Sénat, « comment peut-on être manipulé par un organisme pendant des années sans adhérer, un tant soit peu, à ses objectifs? ». La collusion entre l'État et les industriels est parfois si étroite que personne ne s'en étonne plus, quant à la motivation et au rôle des syndicats, à l'intérieur du CPA, ils restent bien mystérieux... Ils avaleront sans hoquet la fiction de « l'usage contrôlé » de l'amiante. Alors qu'à quelques kilomètres de là, outre-manche, des salariés se mobilisaient massivement pour exiger l'interdiction de son utilisation. Les entreprises voulaient continuer à fabriquer leurs produits, les camarades syndiqués en chef voulaient protéger l'emploi, au point de considérer la fibre tueuse comme un « mal socialement acceptable ».

Entreprise de destruction

Quelque chose n'a, finalement, pas fonctionné dans ce meurtre arrangé. Pas à pas la vérité est apparue, le vent à tourné dans le sens des aiguilles d'une montre: cette fibre maudite avait déjà causé en silence la mort de 35 000 personnes et allait provoquer une épidémie inéluctable et irréversible de cancers. Le CPA ne survivra pas à l'impitoyable travail du comité antiamiante de Jussieu et du toxicologue Henri Pézerat (directeur de recherche au CNRS). Les syndicats se retireront discrètement en 1995 de cet organisme bancal, dénonçant au passage la théorie mensongère de « l'usage contrôlé » de cet isolant: un bel aveu d'une faute qui a duré près de treize ans. Les problèmes de santé au travail ne peuvent faire l'objet d'un compromis entre partenaires sociaux: ils ne se négocient pas! Voilà pourquoi, en octobre 2005, il n'y aura pas de délégation officielle des syndicats à la première manifestation organisée à l'appel de l'association nationale des victimes de l'amiante (ANDEVA).

Bien sûr, quand vient le moment de payer l'addition, les patrons, de vrais requins prêts à vous faucher votre dentier et boire l'eau du verre ne cessent de pester: « on avait le Fiva[2] pour indemniser les victimes, on nous a collé des fautes inexcusables au civil et maintenant on veut nous traîner au pénal! ». En privé, le gouvernement et les représentants du Medef s'activent aujourd'hui à remettre en cause les droits à la réparation morale et matérielle des victimes... En 2002 Déjà, le pouvoir avait appelé illégalement à la rescousse les patrons au sein du Fiva pour y détenir la majorité et faire adopter un barème d'indemnisation défavorable aux victimes.

Thierry

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

1- La récente douche froide infligée le 4 septembre 2006 à la société Alstom repose sur un arsenal juridique uniquement applicable pour des faits postérieurs à 1994.

2- Fiva: Fond Indemnisation des Victimes de l'Amiante

Le permis de chasse

Ou comment tuer des Palestiniens sans en être inquiété...

IMAGINEZ QUE depuis l'au-delà de votre mort, vous regardiez votre assassin. Il s'avance vers vous, l'air arrogant et satisfait, puis lâche ces mots dans votre direction: « Excusez-moi, je vous ai tué par erreur! »

En vérité, il vous a tué du premier coup, mais comme il ne vous trouvait pas assez mort, il vous a mortellement frappé encore onze fois. Vous aviez beau être mort avec obstination, cela ne lui suffisait pas pour la raison qu'il désirait, à travers vous, exterminer tous vos semblables.

Il est dommage pour les bourreaux que leur victimes ne meurent qu'une seule fois: ils les tueraient de mieux en mieux tant qu'ils les ont sous la main. À défaut de ce raffinement, les bourreaux trouvent leur plaisir dans la récidive et dans la quantité. Ainsi, depuis qu'il est privé de son abattoir libanais, Monsieur Ehoud Olmert assassine chaque jour quelques Palestiniens. En fait, cet exercice de chasse à l'homme est un sport qu'Israël pratique depuis longtemps, mais Monsieur Olmert l'a renouvelé en rendant son permis continu. Et il doit se proposer de faire mieux puisqu'il vient de nommer vice-premier ministre un certain Avigdor Lieberman, qui souhaite nettoyer la Palestine de tous les Arabes.

Pas de jours, depuis trois mois, sans que des femmes et des enfants palestiniens ne figurent au tableau de chasse, mais les hommes y sont assez rares. C'est qu'en Palestine, l'homme est moins commun que l'activiste, lequel de toute évidence n'a rien d'humain et doit être abattu. Qu'est-ce en effet qu'un « activiste »? C'est un résistant qui n'accepte pas d'être occupé, d'être humilié, d'être affamé. Il a tort bien sûr de se révolter contre la condition que veulent pour lui des Élus à tous égards ses supérieurs.

Et puis, qu'on le sache une fois pour toutes, un mort est responsable de sa mort: tout autre point de vue est bêtise et superstition. La chose est d'ailleurs si évidente que pas un gouvernement occidental ne condamne le sport israélien ni son garde-chasse en chef. Après tout, le monde est accablé de misérables et en supprimer quelques-uns ne peut que le soulager. De plus, cette suppression exige l'expérimentation d'armes nouvelles, qui seront bénéfiques au marché du travail, tout comme de méthodes nouvelles de surveillance et de démoralisation.

Les opprimés sont coupables de l'être. La preuve: tous les médias occidentaux parlent du chaos palestinien, de la guerre civile entre factions politiques rivales, d'une corruption endémique. Ils avaient reconnu que le Hamas accédait au pouvoir d'une manière très démocratique, mais un même mot d'ordre leur fait dire que le Hamas fait le malheur du peuple qui a voté pour lui. Pourquoi? Parce qu'il est incapable de payer ses fonctionnaires et d'assurer le pain quotidien.

Pas un de ces médias n'explique que si le gouvernement palestinien n'a plus un sous, c'est d'abord parce qu'Israël ne lui reverse pas sa part des droits de douane (plus de cinq cent millions de dollars lui sont dus) et tous trouvent normal que nos grandes démocraties aient suspendu leur aide en décrétant que la victoire démocratique du Hamas était intolérable. Il faudra bien qu'un jour ce peuple, qui parasite son propre territoire, comprenne qu'il est de trop chez lui et que l'esclavage est plus désirable que la résistance.

À moins qu'Israël ne préfère disposer d'une réserve dont il contrôle absolument les clôtures et qui, en connivence avec son Grand Allié, lui sert à sélectionner les diverses variétés de gibier humain, de la forte tête dont on fait des cibles, au pauvre indic qu'on achète pas cher. Où trouver un meilleur endroit pour entraîner les troupes au mépris de l'adversaire et des droits de l'homme? Avouez qu'après soixante ans d'exodes, de camps et de tueries, si les Palestiniens s'entêtent à prétendre qu'ils sont les seuls habitants légitimes de leur pays, c'est qu'Israël entretient chez eux cette illusion afin d'exciter parmi ses citoyens une volonté de domination qui cimente leur unité. L'Arabe de Palestine est un épouvantail pratique pour maintenir Israël sur pied de guerre: sa chasse fournit un entraînement peu coûteux et sans grand danger.

Il n'y a pas une grande différence entre un bon chasseur et un bon tueur, sauf que le premier est muni d'un permis qui légalise ses actes tandis que le second peut toujours être désavoué par ceux-là même qui l'incitent à tuer. Il serait dans l'intérêt d'Israël, dont l'économie souffre de ses dépenses guerrières, d'organiser des battues d'activistes avec dégâts collatéraux mis secrètement aux enchères. Cela pourrait lui rapporter gros, le monde ne manquant pas de Républicains et d'Évangélistes prêts à payer fort cher pour avoir le permis de chasser au nom du Bien.

Bernard Noël

Le gombo du g

Dérèglement climatique et exploitations politiques c

Philippe Pelletier

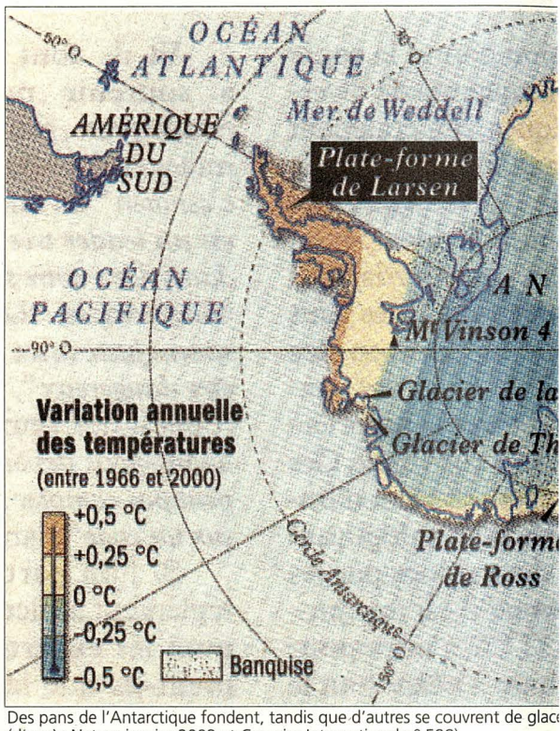
Contrairement à ce que beaucoup prétendent, la théorie du global warning (le « réchauffement global », sous-entendu « de la planète ») n'est pas partagée unanimement par les scientifiques. Plus exactement, ceux-ci ont des appréciations et des interprétations variées, plus ou moins critiques, tant sur les critères, les méthodes ou les résultats que sur les explications qui en découlent.[1] Il serait trop long de décrire ici en détail les différentes positions, mais on peut donner quelques exemples d'interrogation.

Des interrogations sur la pertinence du réchauffement global

Premier exemple, le réseau enregistrant des données thermiques et pluviométriques fiables comporte plus de 8000 stations. Ce qui pose deux sortes de problèmes: premièrement, la capacité de traiter correctement l'ensemble, absolument monumental, de ces données, même avec des ordinateurs de plus en plus performants; deuxièmement, la capacité de vérifier ces données. En effet, il faut une amplitude de temps suffisamment importante et des chiffres rigoureux pour être capable d'analyser finement les variations du climat, lequel est, par définition, changeant. Même si l'on peut reconstituer le climat plus ancien par diverses méthodes (l'étude des pollens, des glaces, des troncs d'arbre, des sédiments, etc.), celles-ci sont plus longues, plus difficiles, plus disparates, encore plus sujettes à caution.

Les stations météorologiques les plus anciennes sont donc fondamentales pour bénéficier de l'échelle du temps. Or, remontant à la fin du XIXe siècle, elles sont beaucoup moins nombreuses, et absentes de certains espaces cruciaux (Amazonie, Sibérie, Chine intérieure, Asie centrale, Afrique intertropicale). Situées dans les villes, elles se sont retrouvées, à la suite de l'extension urbaine dans les pays développés, au sein de « l'îlot de chaleur urbain », phénomène bien connu des climatologues. Elles ont donc fatalement, et mécaniquement, enregistré un réchauffement de la température, dû à ce microclimat nouveau, qui peut se traduire par une élévation de un ou deux degrés centigrades.

Quand on sait que certaines estimations évaluent la hausse prochaine de la température cette fois-ci planétaire sur une fourchette allant de 2° à 5°, donc avec une marge appréciable d'imprécision, et que d'aucuns nous annoncent (promettent?) des catastrophes climatiques rien qu'avec une hausse de 2°, il convient de rester prudent sur trois points: l'enregistrement des données, l'analyse des causes, l'évaluation des conséquences. En supposant que toutes les projections ont rectifié en amont les données de températures pour les villes qui n'étaient pas autrefois affectées par l'îlot de chaleur urbain, une addition de microclimats ne nous donne de toutes façons pas le climat régional ou général!

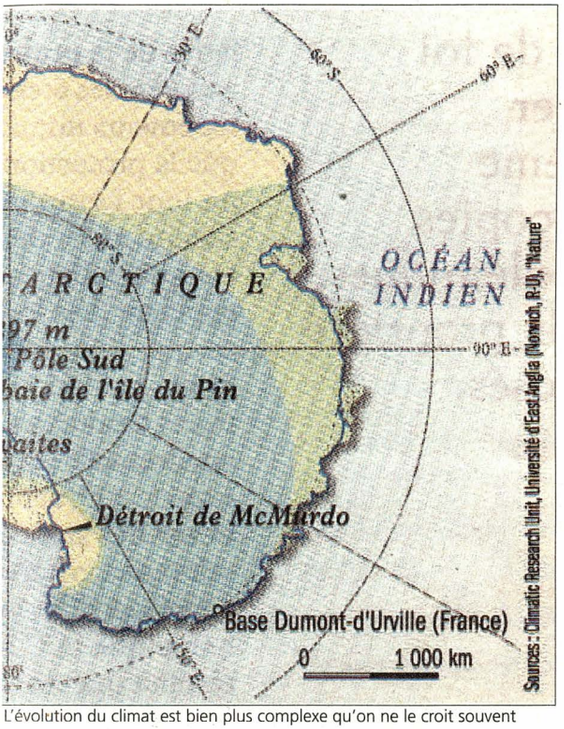


Des pans de l'Antarctique fondent, tandis que d'autres se couvrent de glace (d'après Nature janvier 2002 et Courrier International n° 598).

Deuxième exemple, le cas des pôles[2]. Les médias et de nombreux scientifiques nous alertent sur la fonte de l'inlandsis du pôle nord. Certes, du côté du Canada, les mers semblent se réchauffer et le fameux « passage du Nord-Ouest » situé entre le Groënland et le Canada est en train de s'ouvrir, en se libérant des glaces. Mais du côté de la Sibérie, c'est, semble-t-il, un phénomène inverse qui est en train de s'opérer. Depuis quelques années, la Sibérie connaît des saisons de plus en plus froides, et personne n'en parle. Les Russes sont-ils plus timides ou moins équipés que les Nord-Américains? Pour l'ensemble de cette zone, certaines recherches estiment même que « l'analyse de la température de 69 stations terrestres de l'Arctique (dont 29 ont les données jusqu'à 2001) a permis de constater qu'il n'y a pas de réchauffement généralisé dans cette région »[3]. Alors? Quant au pôle sud, des recherches récentes font état d'un réchauffement du côté de la péninsule s'étendant en direction de la Patagonie, là où s'est détaché le gigantesque iceberg de la plate-forme de Larsen, mais aussi d'un refroidissement dans

lobal warming

u l'hypothèse de manipulations à l'échelle mondiale



L'évolution du climat est bien plus complexe qu'on ne le croit souvent

l'Antarctide occidentale (cf. l'une des rares cartes disponibles ci-joint).[4]

Troisième exemple : le cas des éruptions volcaniques. Celles-ci envoient dans l'atmosphère des gaz à effet de serre en quantité autrement plus considérable qu'une mégapole. Or la coopération scientifique entre la vulcanologie et la climatologie n'est que très récente, et elle n'a donné jusque-là que des résultats encore partiels. Car il faut reconstituer toute la chaîne des éruptions et des climats du passé pour avoir une idée sérieuse. Un documentaire récemment diffusé à la télévision sur l'éruption du volcan Tambora (Indonésie), qui serait à l'origine d'un refroidissement climatique dans certaines régions du monde, notamment en Europe et sur la côte nord orientale de l'Amérique du Nord, est à cet égard très décevant[5]. Les explications scientifiques y sont scandaleusement pauvres et rapides, au détriment, comme par hasard dans notre société du spectacle, des scènes (coûteuses, et à mon avis inutiles) de reconstitution du drame. Voilà comment la science est vulgarisée.

Quatrième exemple : les glaciers alpins ont commencé à reculer à partir des années 1830. Peut-on dire qu'à cette époque les effets de l'industrialisation et de l'urbanisation ont été suffisamment forts pour déclencher ce phénomène, ou bien n'y aurait-il pas d'autres causes ? Et celles-ci opèrent-elles encore de nos jours ?

Une prudence nécessaire

Ces quatre exemples doivent nous alerter sur la prudence qu'il faut avoir en matière de données, de moyennes et de causes explicatives propos du climat, comme en général d'ailleurs. Une prise de température ne nous donne pas le même résultat selon que l'on se place sur le versant au soleil ou à l'ombre d'une même vallée alpine, même sous abri. Quelle est la signification de la température moyenne de la ville située au fond de cette vallée, si celle-ci connaît des amplitudes considérables dans la journée, et dans la nuit ? Huit mille stations ne sont jamais que huit mille points, rien que des points, sur une planète qui couvre 510 millions de kilomètres carrés. Autrement dit, elles ne représentent que peu de choses.

Certes, il y a les satellites, les ballons météos, les modèles informatiques, mais nous n'avons pas suffisamment de recul pour considérer le climat dans sa dimension séculaire et millénaire, spatiale et géographique, ces deux dimensions qui doivent être réunies pour considérer sérieusement et globalement la question. Regardez n'importe quel ouvrage ou article consacré au global warning : vous n'y verrez que des graphiques avec des courbes (le temps résumé en un ou quelques points, lesquels sont extrapolés à tout un espace, voire un pays entier), beaucoup de photos spectaculaires sans rapport direct et démontré avec l'effet de serre, mais presque jamais de cartes qui permettent de considérer l'étendue et les variations locales du phénomène. La dictature de la courbe est en train de tuer le raisonnement cartographique.

Les rapports scientifiques que produit le fameux GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) sont approuvés par l'assemblée plénière de cet organisme avant publication. On peut rester sceptique sur sa capacité d'évaluer et de vérifier tous ces rapports qui comptent parfois plus d'un millier de pages, mais admettons. Bien que certaines interrogations y figurent, cet unanimisme donne au discours du GIEC le caractère d'une vérité officielle, de LA vérité. Une vérité qui s'auto-légitime, qui est largement véhiculée par les milieux anglo-saxons, tant scientifiques que politiques, lesquels ignorent superbement les autres analyses des chercheurs qui ont le malheur de ne pas pouvoir publier en anglais. C'est pour cela que l'on peut garder la version anglophone de global warning pour souligner la domination que The West (l'Occident, dirigé par l'Amérique) exerce toujours sur The Rest (le reste du Monde), via l'ultra-libéralisme.

Pourquoi donc arrêter la critique anti-capitaliste à la porte du GIEC? Il est pour le moins curieux que la plupart des militants alternatifs ou même révolutionnaires ne prennent aucune distance vis-à-vis de cette énorme structure scientifico-techno-politique et de sa rhétorique, alors qu'ils savent parallèlement se montrer très critiques vis-à-vis des organismes multi-étatiques pilotés par l'ONU, qu'ils soient militaires, économiques ou autres. Il est non moins étonnant que les écologistes de diverses sensibilités ou obédiences, d'habitude si critiques voire réfractaires vis-à-vis de la science et de la technologie, prennent brutalement pour argent comptant les déclarations de ces rapports, et se prosternent devant la science officielle.

Les scientifiques ont compris pour la plupart qu'il valait mieux aller dans le sens du vent qu'ils ont contribué à générer, puisque après avoir glosé sur le refroidissement climatique dans les années 1970, certains d'entre eux, privés des fonds de la recherche spatiale brusquement stoppée aux États-Unis, ont cherché, et trouvé, un nouveau thème attractif, rémunérateur, et glorieux. Les mannes de financement public ou privé déferlant sur tout ce qui touche au global warning et développement durable, il est désormais plus payant d'entretenir le mythe, mais plus risqué de fournir des conclusions trop contraires à la demande. La recherche publique devient complètement phagocytée par cette affaire!

Nicholas Stern, ancien économiste de la Banque mondiale qui a récemment rendu un rapport sur le global warning, n'a pas dû rechigner devant ses émoluments, probablement confortables. Son estimation financière des dégâts que causerait un réchauffement climatique participe totalement de la démarche intellectuelle libérale selon laquelle tout n'a du sens qu'à condition d'être évalué monétairement, quitte à se lancer dans des prospectives fantaisistes, et à ne pas s'interroger sur ce qu'est justement la valeur. Sans parler des vraies causes.

Anarchie des météores ou méta politique?

La théorie du global warning relève de cette méta politique qui conditionne les individus et les sociétés afin d'asseoir leur domination et leur exploitation. Car les dirigeants, non seulement politiques mais également technobureaucratiques, ont parfaitement compris qu'il ne suffit pas d'imposer des lois, surtout à une époque où les individus sortent échaudés par les désastres totalitaires du XXe siècle, et qu'il faut aussi organiser un conditionnement généralisé, concernant les différents aspects de notre vie, surtout ceux qui n'apparaissent pas comme « directement politiques » (mœurs, croyances, valeurs, environnement...). Là est l'enjeu de « l'hégémonie », pour reprendre le vocabulaire de Gramsci, là est le piège.

L'anarchie des météores, de ce temps incontrôlable, encore imprévisible de façon fiable, à part sur un très court terme de quelques jours (ne parlons pas, alors, de périodes s'étendant sur plusieurs décennies!), a toujours agacé les maîtres du monde. Les religieux ont instauré un Dieu tout-puissant à l'origine du temps pour calmer les foules, ou les menacer par un châtiment climatique en cas de désobéissance. Les prométhéens du capitalisme veulent contrôler le temps (pour accroître les récoltes ou le tourisme, donc les profits, se protéger des dégâts, etc.), jouant sur les désirs et les peurs de l'être humain. Il n'est pas malhabile pour eux de prétendre qu'ils sont eux-mêmes à l'origine du global warning, car ce qu'ils ont fait dans un sens, ils peuvent le défaire dans l'autre. Ainsi, leur pouvoir est non seulement intact, mais renforcé, dans tous les domaines. Quant aux politiciens ou les écologistes du spectacle, ils s'appuient sur un catastrophisme qui leur est profitable, en se gardant bien, soit consciemment, soit inconsciemment, de s'attaquer aux causes fondamentales des gaspillages et des pollutions.

Les uns comme les autres ont fait du global warning leur gombo, ce fruit utilisé en cuisine tropicale qui désigne aussi chez les Camerounais une personne ou une activité procurant de l'argent, de façon frauduleuse ou non (6). Ils prétendent qu'il faut revenir aux « équilibres ». Mais quels équilibres, sur quelle base, sur quelle norme, et à quelle époque? Celui du « petit âge glaciaire » (XVIe-XVIIIe siècles) où régnaient en Europe les monarchies absolues? Ils affirment qu'il faut penser « aux générations futures »: et nous, en attendant, on crève?

La théorie du global warning fait bel et bien partie de l'idéologie dominante, au même titre que, par exemple, « the clash of civilizations » (« le choc des civilisations ») dont elle partage à maints égards la même finalité: prospective catastrophiste, culte de la peur, sentiment de fatalité et d'impuissance que cela chez les individus, mais aussi politiques de plus en plus autoritaires chez les dirigeants. **P. P.**

1- Paul Arnould (2006): *Biogéographie et changement global: la valse des biomes. Historiens & géographes*, 395, p. 95-109. Jean-Pierre Vigneau (2005): *Le réchauffement global: entre principe de précaution et rigueur scientifique?* Bulletin de l'Association des géographes français, 4, p. 497-509.

2- La Recherche, l'actualité des sciences, dossier *Les pôles fondent-ils vraiment — Du Groënland à l'Antarctique, voyage au cour d'une belle controverse*, 363, mars 2003.

3- J. Litynski, C. Genest, F. Bellemar, Y. Leclerc. (2003): *Fluctuations du climat dans l'Arctique durant le XXe siècle*. Publications de l'Association internationale de climatologie, 15, p. 420-425.

4- Kenneth Chang (2002): *Souffler le chaud et le froid en Antarctique*. Courrier International, 598, p. 56.

5- *Un Été sans soleil*. Documentaire d'Elmar Bartlmae, FR3, 1er novembre 2006.

6- Guillaume Lescuyer(2005): *La biodiversité, un nouveau gombo?* Natures Sciences Sociétés, 13, p. 311-315.

Appel d'un partisan de l'autonomie individuelle et collective

Réflexions sur la situation et les perspectives à Oaxaca

Trouvé sur le site du comité de soutient au peuple du Chiapas en lutte, ce texte de Raoul Vanheigem nous a paru intéressant à soumettre à la reflexion de nos lecteurs.

Considérant que les habitants d'Oaxaca ont le droit de vivre comme ils le veulent dans la ville et dans la région qui sont la leur;

Considérant qu'ils ont été victimes d'une agression brutale des policiers, des militaires et des escadrons de la mort à la solde d'un gouverneur et d'un gouvernement corrompus dont ils ne reconnaissent plus l'autorité;

Considérant que le droit de vivre des habitants d'Oaxaca est un droit légitime et que l'illégalité est le fait des forces d'occupation et de répression;

Considérant que la résistance massive et pacifique de la population d'Oaxaca atteste à la fois sa résolution de ne pas céder à la menace, à la peur, à l'oppression, et sa volonté de ne pas répondre à la violence des policiers et des tueurs paramilitaires par une violence qui justifierait le travail de souffrance et de mort accompli par les ennemis stipendiés de la vie;

Considérant que la lutte du peuple d'Oaxaca est la lutte de millions d'êtres revendiquant le droit de vivre humainement et non comme des chiens dans un monde où toutes les formes de vie sont menacées par les intérêts financiers, la loi du profit, les mafias affairistes, la transformation en marchandises des ressources naturelles, de l'eau, de la terre, des espèces végétales et animales, de la femme, de l'enfant et de l'homme asservis dans leur corps et dans leur conscience;

Considérant que la lutte globale entreprise au nom de la vie et contre l'emprise totalitaire de la marchandise est ce qui peut empêcher le peuple d'Oaxaca de céder à ce désespoir qui sert toujours fidèlement le pouvoir parce qu'il paralyse la pensée, ôte la confiance en soi, entrave la faculté d'imaginer et de créer des solutions nouvelles et de nouvelles formes de lutte;

Considérant que la solidarité internationale se contente trop souvent de rabâchages émotionnels, de discours humanitaires et de déclarations creuses où seule la fatuité de l'orateur trouve un objet de satisfaction;

Je souhaite qu'un sout ien pratique soit apporté aux assemblées populaires d'Oaxaca afin que ce qui n'est pas encore une Commune puisse le devenir. Car ce qui est en train de s'ébaucher se situe dans la lignée de la Commune de Paris et des collectivités andalouses, catalanes et aragonaises de 1936-1938, où l'expérience autogestionnaire jeta les bases d'une société nouvelle.

À cette fin, je fais appel à la créativité de chacun pour aborder des questions qui, sans préjuger de leur pertinence et de leur intérêt, sont de nature à apparaître, à tort ou à raison, dans la constitution d'un gouvernement du peuple par le peuple, c'est-à-dire d'une démocratie directe où les revendications individuelles soient prises en considération, examinées sous l'angle d'une harmonisation possible et dotées d'une accréditation collective qui permette de les satisfaire.

- Si tant est qu'il soit possible et souhaitable que les parents des victimes de la répression et de l'occupation policière se constituent partie civile contre le gouverneur et les instances responsables des assassinats et des violences, comment leur garantir un soutien international?

- Comment empêcher les emprisonnements, l'action des paramilitaires, le retour de la région entre les mains sanglantes des corrompus?

- Au-delà du sursaut d'indignation suscité par la barbarie policière et mafieuse, comment aider la population d'Oaxaca à donner des garanties effectives à cette aspiration qu'elle ne cesse d'exprimer: nous ne voulons plus être en proie à aucune violence?

- Comment agir en sorte qu'aucune oppression ne s'exerce sur le droit de vivre des individus et des collectivités attachées à la défense de ce droit universel?

- Quel soutien la solidarité internationale peut-elle apporter à la résistance civile d'Oaxaca en sorte que cette résistance civile devienne simplement la légitimité d'un peuple à se gouverner directement lui-même par le recours à la démocratie directe?

Et dans une perspective de plus longue échéance:

- Si celle-ci le souhaite, comment pouvons-nous aider la Commune d'Oaxaca à collaborer à l'organisation de l'approvisionnement en nourritures et en biens d'utilité individuelle et collective?

- Comment pouvons-nous aider les associations populaires à assurer elles-mêmes et sans dépendre des pouvoirs « d'en haut » la gestion des transports, des services sanitaires, de la fourniture en eau, en électricité?

- Quel appoint international peut-il être fourni au projet d' « éducation alternative » qui, après la longue grève des enseignants, s'esquisse en Oaxaca?

- Ne se trouve-t-il aucune association scientifique qui puisse faciliter le développement d'énergies naturelles et non polluantes dans la région d'Oaxaca? Le but serait double. D'une part, éviter que celles-ci soient implantées autoritairement au profit de l'État et des multinationales - comme cela s'est passé dans l'isthme. D'autre part, rappeler que la préoccupation énergétique et environnementale n'a de sens pour nous que dans sa relation avec l'autogestion. Car mises au service de communautés autogérées, elles ne permettent pas seulement de se rendre indépendants des mafias pétrolières et technologiques, elles instaurent peu à peu cette gratuité que leur caractère renouvelable et leur source inépuisable garantissent, une fois couverts les frais d'investissement. Et cette idée de gratuité des énergies, qui implique aussi la gratuité des moyens de transport, des soins, de l'éducation, est, plus encore qu'une arme absolue contre la tyrannie marchande, le plus sûr garant de notre richesse humaine.

Chaque fois qu'une révolution a dédaigné de considérer comme son objectif prioritaire le soin d'améliorer la vie quotidienne de tous, elle a donné des armes à sa répression.

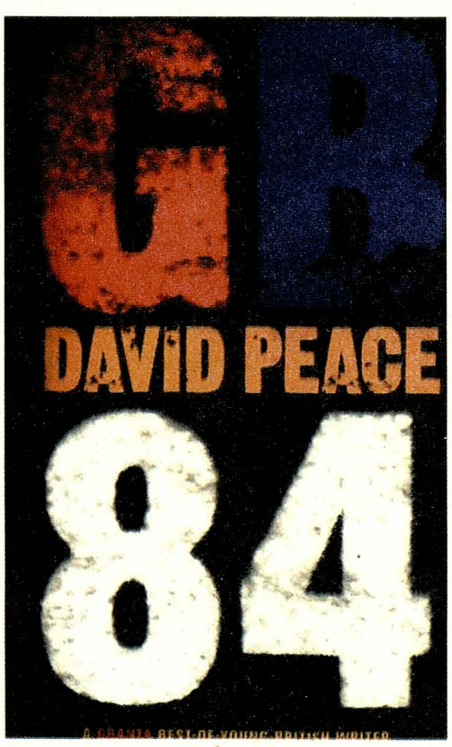
Raoul Vaneigem

Mexique, le 2 novembre 2006

Source: http://cspcl.ouvaton.org

GB 84 Le livre

Jusqu'alors, avec Red Riding Quartet, David Peace nous avait alors plongé au plus profond du noir dans son obsessionnelle course sur les traces de l'éventreur du Yorkshire. Région natale de l'auteur dont la jeunesse fut marquée par les crimes du tueur. 1974, 1977, 1980, et 1983 constituent cette tétralogie des plus macabre du genre; cortège de cadavres, de gosses dépecées, de corps de femmes mutilées... Le récit s'appuie sur les témoignages de deux anciens enquêteurs nous entraîne au grand galop dans une Angleterre socialement défigurée, délitée, en proie au deuil d'elle-même. Fresque sociale d'un pays tout entier en ruine sous le prétexte et la narration d'une enquête policière. Ici, comme souvent, la « noire » se révèle plus intéressante que les productions nombrilistes d'auteurs fats dont les éditeurs ne cessent d'abreuver un public infantilisé. Cette littérature réussit bien d'avantage à nous parler de nous-même, de nos réalités, nos rêves, nos obsessions individuelles ou collectives. Du point de vue sociologique, elle est sans contexte le meilleur matériau livresque témoignant de l'état d'une société. Aucunement désolé pour les clowns Beigbeder ou BHL de bazar mais n'est pas Flaubert ou Camus qui veut, même avec une chemise blanche négligé chic. Mais pas de dispersion!



Dans son dernier bouquin, l'auteur s'attaque sur un rythme hebdomadaire à la peinture d'un autre tueur en pleine offensive qui va marquer irrémédiablement la Grande - Bretagne et peut-être le monde ouvrier dans son ensemble. Certains l'ont appelé thatchérisme après reaganisme, pour ensuite lui préférer libéralisme. C'est toujours logique capitaliste qui convient le mieux et sans autre fard. Toujours est-il que GB 84 est un tableau magistral et complet de la grande grève des mineurs britanniques qui va durer une année sous le regard du monde entier. Avec une rigueur historique peu commune, David Peace nous décrit cette guerre sociale qui va briser tant de vies dans son style lapidaire, sans souffle possible, un véritable slam (rap pour les plus jeunes). Il nous bombarde d'images, de situations chocs, de mots bruts, de phrases syncopées.

Récit polyphonique qui alterne les témoignages de six personnages principaux impliqués dans trois strates différentes des évènements. Dans l'antichambre du pouvoir, les deux éminences grises respectives de Margaret Thatcher et d'Arthur Scargill. Sur les piquets de grève et sous les coups des flics et des nervis, deux grévistes. Et dans l'ombre, des voyous organisés en forces paramilitaires. David Peace parvient par son récit de leurs ambitions, angoisses, traumatismes et désespoirs au fil des semaines et des mois à nous malmener comme l'économie malmène le travailleur. Enfin entre autres qualités, Il parvient à éviter l'écueil réducteur et erroné du duel Thatcher – Scargill comme les marchands de papier aiment toujours à voiler les véritables enjeux politiques de notre société.

Ce bouquin efficace nous laisse dans un état de K.-O., sonné, halluciné mais aussi plein d'amertume et de colère. Car la description exemplaire du conflit n'oublie rien dans le menu: Mécaniques du dialogue entre pouvoir politique et syndicat; mécaniques du discours adressé à la population ou aux mineurs; provocations, violences et humiliations pour instrumentaliser l'opinion et fabriquer du « jaune »; violences à visages découvert des flics et leurs auxiliaires de la pègre; utilisation des médias tout azimut par le pouvoir pour des campagnes calomnieuses; mesures anti-syndicales légales et saisies du fric des syndiqués; criminalisation de la grève et trahison de l'unité et solidarité syndicale.

Bref, tout! Tout y est! Il n'y a plus qu'à patienter pour sa publication en version poche pour son prix plus attrayant.

Tsinapah

GB 84, par David Peace chez Rivages actuellement au prix de 23 euros à demander à votre libraire préféré: Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris, Tél.: 01 48 05 34 08

1984, retour sur une grève

Jean-Marc Destruhaut

Liaison Albert Camus de la Fédération anarchiste

La parution du *GB 84* de David Peace est l'occasion de revenir sur un des conflits les plus marquants de l'histoire ouvrière contemporaine. Cette grève n'était pas motivée par des revendications d'ordre salariale ou de conditions de travail. C'était tout un monde, celui de 100 000 gueules noires qui se dressaient pour défendre leur gagne pain face à un plan décrétant sa disparition. L'aboutissement de cet affrontement laissera le mouvement syndical exsangue et le paysage social encore davantage ruiné dans l'Angleterre de Thatcher. Rapide coup d'œil.

Les causes

En mars 1984, le NCB[1] annonce un nouveau programme sur un an, de fermeture de 20 nuits assorti de la suppression de 20 000 emplois (sur volontariat subventionné) sur une population de 185 000 mineurs. L'idée présentée est de poursuivre la fermeture des puits les « moins rentables » ou « non économiques » dans la continuité du plan précédent (de juin 1982 à août 1983) portant sur la disparition du même effectif de puits et de mineurs. L'objectif consistait à ne plus maintenir l'activité minière nationale. Non pas parce que les gisements venaient à épuisement comme en France, car de nouveaux gisements étaient découverts. Mais plutôt parce que d'une part, le charbon extérieur était meilleur marché (production polonaise subventionnée, états-unienne à ciel ouvert moins coûteuse et des travailleurs sans syndicats, sud-africaine avec une main d'œuvre sous payée) et enfin, les politiques industrielles comme énergétiques ont varié leurs sources d'approvisionnement et leur nature (centrales mixtes, nucléaires). Mais tout cela découle de la volonté de rendre la disparition du charbon britannique compréhensible et acceptable à l'opinion publique.

L'exécuteur mis à la tête du NCB, Ian Mac Gregor[2], patron « musclé » acheté deux millions de livres par le gouvernement quelques années auparavant, avait fait le même boulot de « restructuration » (entendre casse) à la sidérurgie britannique nationalisée. Ainsi, la British Steel laissait 60 % des ouvriers à la rue et des unités de productions fermées par

paquet. Si bien que même une partie des cadres dirigeants du Coal comme les tièdes des NACODS[3] et de la BACM[4] le voyaient débarquer avec une méfiance toute justifiée.

De son côté, le gouvernement avait terminé de mettre en place tout son arsenal juridique anti-syndical très contraignant notamment vis-à-vis de la grève générale et de l'utilisation des piquets de grève. Pour Thatcher et sa formation politique, il n'était pas question de se faire bousculer comme les gouvernements précédents par les grèves de mineurs menées en 1972 et 1974 alors que le but à atteindre était aussi de détruire ce bastion syndical.

En face, le NUM 5 avait pris une longue habitude de cogestion avec la logique technocrate du NCB (investissements lourds pour plus de production) qui dépensait à tout va pour la modernisation tout en maintenant des salaires médiocres jusque dans les années soixante-dix mais en appelant aux heures supplémentaires pour une utilisation plus longue des machines. À la veille du conflit, l'accession d'Arthur Scargill à la tête du NUM, figure emblématique des grèves de 1972 et 1974 confère alors au syndicat un caractère d'invincibilité pourtant grandement infondé.

Les gueules noires

Depuis l'après guerre, la place du charbon britannique est en déclin. En 1947, 704000 mineurs produisaient 200 millions de tonnes par an contre 225000 mineurs pour 130 millions de tonnes en 1974 et enfin, en 1983: 186000 mineurs suffisent à produire 100 millions de tonnes annuelles. Cela illustre autant la hausse de la productivité que la baisse des besoins intérieurs non compensée par des débouchés extérieurs. En 1947, le charbon couvre 90 % des besoins énergétiques primaires contre 35 % en 1984.

D'un côté, la productivité du charbon était améliorée, sa production, une des moins subventionnées [6] en Europe, encadrée par un plan post choc pétrolier basé sur une demande de charbon surestimée. De l'autre, les besoins intérieurs faisaient de plus en plus appel au charbon étranger... Si bien que les différents gouvernements « soutenaient » cette activité économique en obligeant la CEGB [7] à acheter la plus grosse part de la production. L'impressionnant stock ainsi constitué se révélera essentiel pour atténuer les effets de la grève. En tout cas, on avait là une dégradation économique maîtrisée pour justifier une liquidation planifiée.

Sur le plan politique et syndical, la régression de l'effectif des mineurs a son impact. Après guerre, 85 % des 704000 mineurs sont syndiqués pour 9 millions et demi de syndiqués britanniques réunis dans le TUC [8]. De plus, la majorité des mineurs est membre du parti travailliste, soit 600000 sur les 4400000 affiliés syndiqués. Changement de décor en 1983: si les 186000 mineurs sont syndiqués et encartés au parti, ils ne représentent plus que 2 % des 10 millions de TUC et 3 % des affiliés syndiqués au parti!

Malgré tout, les mineurs du NUM conservent une force influente au-delà du nombre; grèves passées victorieuses mais aussi négociations emportées (crises pétrolières aidant) sur les conditions de travail et salaires.

Le seul déclin charbonnier ne suffit pas à fragiliser le NUM. La cogestion syndicale à fait ses dégâts: loin de tout mythe ouvriériste, la solidarité ouvrière est sérieusement entamée par les transferts de production d'un bassin vers un autre. Les régions touchées sont soit à mono industrie ou frappées par la casse de la sidérurgie et métallurgie lourde. De même, la réintroduction du salaire au rendement en 1978 entérine le sentiment d'injustice et d'inégalité au sein des mineurs. Cette saloperie s'explique par le jeu des forces politiques au sein du comité exécutif du NUM d'alors malgré une majorité plus radicale de la base...

Le fait que des bassins soient plus favorisés ou moins affectés entamera considérablement l'unité du NUM dans des tentatives de grève en 1982 (pour les salaires) puis en 1983 (contre les fermetures de puits). Si l'arrivée en 1981 de Scargill à la tête du syndicat constitue une revanche, ces camouflets l'encourageront à oublier de consulter « sa » base en 1984 face au plan du NCB (cet aspect sera très adroitement exploité par le pouvoir). Arthur Scargill a cerné l'objectif non avoué du gouvernement: le glas du British coal. Il a conscience que c'est la guerre, qu'il faut faire marcher la mobilisation à grand train sans laisser l'hésitation s'installer dans l'organisation.

Le conflit

La première partie de la grève sera une mobilisation lente mais majoritaire de mars à juin 1984, marquée par la répression sanglante à la cokerie d'Orgreave et l'échec des négociations mi juin.

L'annonce le 4 mars de la fermeture de Cortonwood dans le Yorkshire en violation de la procédure consultative met le feu aux poudres. Des mineurs provenant d'autres régions y avaient été transférés avec l'assurance d'y travailler au moins encore cinq ans! Le patron du NCB annonce le plan deux jours après: d'évidence la casse n'est pas régionale mais nationale.

Le 12 mars, la grève nationale est annoncée mobilisant au moins la moitié des mineurs pour dépasser les 100000. Le refus d'organiser un vote national pour présenter une majorité de 55 % de oui à la grève et lui donner un caractère légal fera l'objet de débats et dissensions internes avivées pendant ce conflit. « On ne vote pas pour le licenciement d'un camarade », jeta Scargill à l'attention des non grévistes du bassin du Nottinghamshire. Soulignons que cette région très peu engagée alors a tous ses puits fermés aujourd'hui! Et pourtant, le NCB promettait à cette communauté minière la pérennité de l'exploitation... Mais il est toujours difficile pour la plupart des

travailleurs d'imaginer qu'à un moment donné les propriétaires puissent commander leur condamnation à mort.

L'autre difficulté du NUM est de construire une véritable unité malgré l'alliance passée avec les sidérurgistes et les transporteurs. Le monde syndical étant là-bas très très imbriqué dans le politique, les dissensions au sein du parti travailliste, le recul du parti communiste suivi de sa scission fertiliseront toutes les entraves politiciennes à une solidarité syndicale d'ampleur.

Pourtant la lutte s'organise, montant en puissance avec les moyens traditionnels du mouvement: piquets de grèves parfois volants, solidarité des communautés minières et fait marquant: l'engagement massif des femmes.

De son côté, le pouvoir mettra en place une cellule confidentielle avec Ian Mac Gregor dans le but orchestrer les tactiques le temps d'évaluer le rapport de force jusqu'à la répression sanglante d'Orgreave. Cela consistera à recourir au recrutement de gros bras, à l'intimidation ciblée (cassage de gueule de jaunes par des faux mineurs) ou massive avec mobilisation impressionnante de la police sur les piquets de grève. Propagande, sabotage, démonstration de force et moyens financiers démesurés!

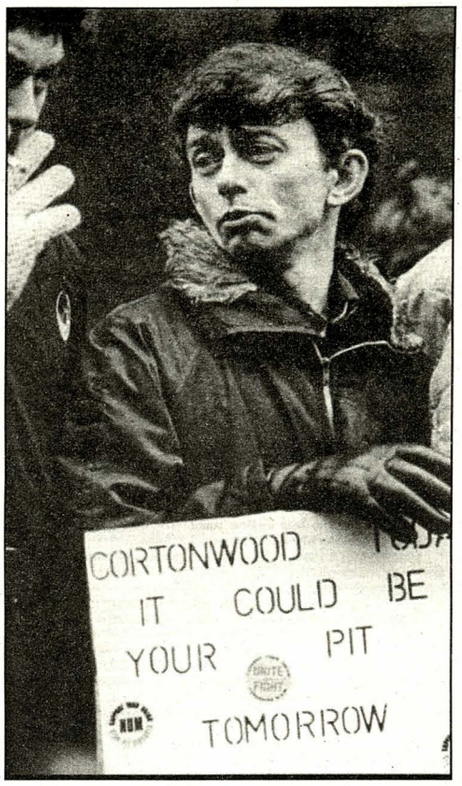
Mi juin, le mouvement est au plus fort de sa mobilisation mais insuffisant à lui seul pour faire plier le NCB. Celui-ci, fort du soutien juridique et gouvernemental n'est pas assez puissant pour faire cesser la grève.

La deuxième phase du conflit voit le gouvernement monter au créneau avec une multiplication des ses campagnes anti grévistes « ennemis de l'intérieur », des intimidations, harcèlements, humiliations, des saisies des comptes bancaires du NUM. Les conservateurs savent qu'au bout du pourrissement ils obtiendront l'effondrement d'une force syndicale et une victoire politique durable.

Malgré un temps fort avec l'implication des dockers (leur sort se jouera plus tard) le TUC trahira finalement les mineurs. Il y aura encore trois grands moments de manifestations massives en automne et en hiver. Mais les grévistes sont laminés, découragés. Les mineurs – jaunes compris – réalisent trop tard que le gouvernement veut leur peau sans même offrir une issue de négociation honorable. Une fois les divisions devenues trop fortes l'idée de la reprise du travail se fait jour parmi l'exécutif du NUM. Le 3 mars 1985, Tout est fini. Des milliers de foyers détruits, condamnés à la misère et au désespoir.

Au-delà même du syndicat des mineurs complètement détruit, l'ensemble du mouvement ouvrier britannique est affecté profondément. Les derniers bastions d'organisation ouvrière ne pourront pas faire face à leur tour quand les autres secteurs économiques ou de services publics suivront la route de la casse. L'arrogance capitaliste s'en trouvera confortée un moment. Aujourd'hui, tout laisse penser qu'il y avait bien une stratégie établie dans le temps, sur trente ans, pour orchestrer la fin du charbon britannique. Elle-même inscrite dans une stratégie européenne de la fin du charbon en France, Belgique et RFA. Tout comme très certainement, le sort funeste des mineurs roumains et ukrainiens qui en bavent comme des Russes est déjà inscrit sur les tablettes pour quand la Chine stabilisera sa gloutonnerie.

J.-M. D.



1. National Coal Board: office national du charbon.

2. Ancien PDG de l'AMAX (American Metal Climax) multinationale, pendant une dizaine d'années où il avait brisé le monopole du syndicat américain des mineurs UMWA (United Mine Workers of America)

3. National Association of Colliery Overmen. Deputies and Shotfirers: syndicat des surveillants, techniciens et agents de la sécurité.

4. British Association of Colliery Management: Syndicat des ingénieurs et directeurs locaux.

5. National union mineworkers: syndicat des mineurs.

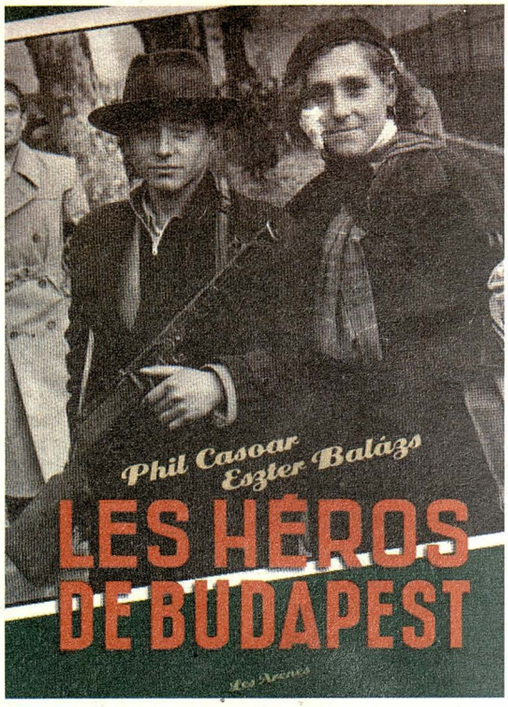
6. Thatcher avait supprimée la subvention sociale assortie à la production de charbon, et son rétablissement avec revalorisation revendiquée pendant le conflit.

7. Central Electricity Generating Board: office national de l'énergie électrique.

8. Trade Union Congress: regroupant l'ensemble des syndicats ouvriers.

18 juin 1984, la police montée charge les piquets de grève à Orgreave

Les enfants perdus de Budapest



Freddy Gomez

Il arrive qu'une photo capte la vérité d'un instant jusque dans ses moindres recoins de rage, de bonheur et de doute. Ce faisant, elle en fixe pour toujours la légende, cette légende qu'aucun mensonge d'état ne parviendra jamais à recouvrir tout à fait. « Si l'image n'est pas bonne, disait Robert Capa, c'est que le photographe n'est pas assez près de l'événement. » À jamais, celle de son milicien fauché par une balle franquiste restera emblématique de cette guerre d'Espagne qu'il photographia de front en front. Qu'elle fût prise sur le vif ou mise en scène, comme on l'a dit, ne change rien à l'affaire : sa force réside dans la prémonition de la chute.

C'est d'une photo, tout aussi emblématique, que sont partis Phil Casoar (1) et Eszter Balázs pour nous raconter, à leur manière, résolument originale, davantage que l'insurrection hongroise d'octobre 1956, l'entrelacs d'humaines passions, d'espoirs meurtris et de vraies déveines que vécurent ses combattants les plus déterminés, mais aussi les plus fragiles, ces jeunes émeutiers prolétaires et sous-prolétaires de Budapest armés de peu pour s'opposer aux blindés de l'Armée rouge. Cette photo – faussement attribuée à Jean-Pierre Pedrazzini, reporter photographe gravement touché au cours des combats et qui devait mourir, le 6 novembre 1956, à Paris, des suites de ses blessures – fut publiée, avec d'autres, dans le *Paris-Match* du 10 novembre de la même année, sous le titre : « Les héros de Budapest ». Un jeune garçon, armé d'une mitraillette russe PPSH-43, et une jeune fille, coiffée d'un béret et portant un pansement sur la joue droite, fixent l'objectif avec, dans le regard, cet air de défi tranquille qui donne aux insurgés cette beauté si particulière ; derrière eux, un moustachu en imper mastic tenant pistolet jette un trouble, comme une figure du malheur planant sur un rêve de liberté conquise.

Cette photo, montrée telle quelle ou recadrée, est devenue, au gré du temps, une icône de l'Octobre hongrois. Elle servit autant à saluer la jeunesse et la fougue de ses combattants qu'à les assimiler à la « pègre », quand les plumitifs kadariens s'en servirent pour illustrer leur prose policière. Dans un cas comme dans l'autre, la photo disait ce qu'on voulait lui faire dire de cet instant convulsif où Budapest et la Hongrie crevèrent, du seul fait de se lever, la bulle du mensonge post-stalinien réincarné dans le khrouchtchévisme.

Il fallait une bonne dose de folie à nos auteurs pour se lancer – « d'abord en dilettantes », puis « avec un acharnement grandissant » – sur la trace des personnages de cette photo mythique. Six ans d'un travail obstiné, à défaire le vrai du faux, à contourner les obstacles, à éviter les fausses pistes, à traquer l'hypothétique, à résister à l'emballement comme au découragement. Six ans à arpenter cinq pays et trois continents pour percevoir, enfin, derrière ces silhouettes figées dans la pellicule, ce qui les poussa à agir, ce qui les anima de l'ardent désir de vaincre, mais aussi ce qu'elles devinrent. Six ans d'une enquête minutieuse et épuisante, en somme, pour rendre à cette image son poids d'histoire, collective et privée, celle-là même que les livres du genre, redondants de savoir mort, peinent tant à restituer.

On ne dira rien de plus de cette incroyable enquête. Pour la simple raison que tout le plaisir de la lecture réside dans la découverte, et qu'on espère bien, par ces lignes, inciter le lecteur à se plonger dans cette « aventure épatante et véridique » de ces deux « héros de Budapest » portés par le vent de l'histoire, puis abandonnés au jusant des défaites. On ne dira que leurs prénoms. Le jeune garçon à la belle gueule de loustic des rues s'appelait Gyuri ; la jeune fille à l'air crâne, Jutka. Ils étaient à peine sortis de l'adolescence ; ils avaient faim de liberté. On ajoutera que la photo qui les immortalisa n'était pas de Jean-Pierre Pedrazzini, mais de Russ Melcher, un photographe free lance américain définitivement dépourvu du sens de la propriété. On précisera, enfin, que tout cela est peu de chose comparé à ce que nous donne à comprendre et à penser ce livre inclassable, aussi riche par la qualité de son texte que par son iconographie et son graphisme.

En ces temps de commémoration, l'Octobre hongrois – l'autre Octobre – stimule, à travers livres et revues, la quête interprétative. De cette littérature, où l'intéressant côtoie l'anecdotique, un sujet demeure, pourtant, largement absent : le petit peuple des insurgés, ces prolétaires sans chefs ni programme de transition, agités du seul désir de bouter l'occupant hors des murs et de vivre un peu mieux. Révolution nationale, démocratique, sociale ? L'insurrection hongroise de 1956 fut, sans doute, de tout un peu, mais elle fut surtout une authentique explosion libertaire, et elle le fut parce que, douze jours durant, des émeutiers – qualifiés de « fascistes » par les staliniens du monde entier (2) – tinrent la rue, les armes à la main et contre toute évidence.

C'est l'immense mérite des Héros de Budapest de nous le rappeler, sans chercher, par ailleurs, à faire de ces combattants le nec plus ultra d'une conscience de classe enfin débarrassée de ses faux nez. Ils ne furent, en somme, que ce qu'ils pouvaient être, mais ils le furent pleinement, ces émeutiers de Budapest, dont la jeunesse fait immanquablement penser à celle des gavroches du Paris communard, dont l'histoire peine, là encore, à se souvenir, et qui avaient choisi de s'appeler « Les Vengeurs de Flourens », « Les Turcos de la Commune » ou « Les Enfants perdus du XIIe ».

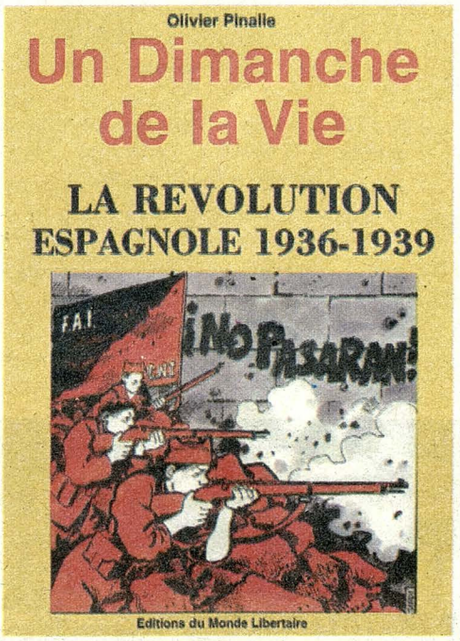
D'une insurrection à l'autre, ces enfants perdus-là payèrent le prix fort. Grâce à Phil Casoar et à Eszter Balázs, ceux de Budapest sont enfin tirés de l'oubli. **F. G**

1. Rappelons que Phil Casoar est, entre autres, l'auteur et le dessinateur, avec Stéphane Callens, d'un inoubliable album – *Les Aventures épatantes et véridiques de Benoit Broutchoux* –, publié, en 1980, au Dernier Terrain Vague et le réalisateur, avec Ariel Camacho et Laurent Guyot, du remarquable film *Ortiz, général sans dieu ni maître* (1996). Il a, par ailleurs, introduit, commenté et annoté, en 1994, les œuvres autobiographiques d'Arthur Koestler, éditées dans la collection Bouquins (Robert Laffont). Enfin, il travaille, depuis de très nombreuses années, à un livre-album très attendu, où se mêleront textes, dessins et documents, sur le Groupe international de la colonne Durruti, autour de la figure de Louis Mercier, alias Charles Ridel.

2. « Au-delà des fantasmes d'un retour au fascisme agités par la propagande du régime Kádár, écrivent Phil Casoar et Eszter Balázs, restent les chiffres fournis par les communistes eux-mêmes : parmi les deux cent cinquante insurgés pendus, cinq étaient d'anciens Croix-Fléchées – soit deux pour cent. » Rappelons que, dans une forte et belle déclaration – « Hongrie, Soleil levant » – émise, en novembre 1956, par le groupe surréaliste, on pouvait lire : « Les fascistes sont ceux qui tirent sur le peuple. Aucune idéologie ne tient devant cette infamie : c'est Gallifet lui-même qui revient, sans scrupule et sans honte, dans un tank à étoile rouge. »

Un Dimanche de la Vie

d'Olivier Pinalie



Les Editions du *Monde libertaire* nous proposent un nouvel ouvrage sur la Guerre d'Espagne, écrit par Olivier Pinalie. Le texte est d'une lecture limpide, pour un sujet ô combien complexe. L'auteur propose une œuvre de synthèse, à la fois érudite et prosaïque, dont la bibliographie témoigne à juste titre. *Un Dimanche de la Vie* se veut un élément de réflexion pour artisan d'une Révolution à venir, j'en veux pour preuve, cet extrait tiré du premier chapitre : « Alors que le gouvernement décourage brutalement toute contestation sociale, et que l'on nous exhorte quotidiennement à l'ordre républicain, la Révolution espagnole est une mémoire vive dont nous devons pouvoir disposer, un enjeu de liberté face à la confusion et l'ignorance qu'entretiennent les nouvelles idéologies politiques. Il ne s'agit pas d'exalter une nouvelle "issue collective", mais de se défendre en se réappropriant une histoire qui soulève des questions loin d'être toutes dépassées. L'histoire, quand on la connaît, est là pour nous permettre de mesurer ce qui dans le présent nous détermine et nous agite ».

L'ouvrage se découpe en quatre chapitres de tailles inégales : le premier pose les ambitions et les objectifs de l'ouvrage ; le second fait état du contexte historique, économique et sociale ; le troisième, qui donne son titre à l'ouvrage, raconte les trois années du conflit ; pour finir, le quatrième revient sur la «petite» histoire de l'autre côté des Pyrénées, qui prolonge amèrement le foisonnement expérimental qui se déroula de 1936 à 1939.

Des objectifs de l'auteur, on retiendra comme atteint, celui de revenir sur le vrai visage du conflit : celui d'une Révolution en marche plutôt que celui d'une guerre civile trop rapidement avancée par le PAF actuel.

Il faut par ailleurs reconnaître à Olivier Pinalie sa grande honnêteté dans l'exposition des faits : chaque organisation, CNT comprise, retrouve sa juste place. Leurs erreurs sont reconnues (pour la CNT-FAI), leurs mensonges exposées (pour les communistes). Les anarchistes ne sont jamais idéalisés, pour autant un grand respect pour eux transparaît ligne après ligne, page après page.

Camarade lecteur, tu t'interroges peut-être sur la signification du titre *Un Dimanche de la Vie?* Il s'agit de ce 19 juillet 1936, où à Barcelone, les Espagnol(e) s vont se dresser contre le coup d'État militaire des admirateurs de la triste célèbre Phalange. Ce dimanche, jour de liberté, que les insurgés espagnols ont espéré prolonger.

D'aucuns trouveront peut-être l'ouvrage trop court, mais justement son format est adapté à des lecteurs néophytes. En effet, il offre l'essentiel pour certains lecteurs et un tremplin vers d'autres lectures pour d'autres.

Finalement, ce livre est à situer en bonne place dans une bibliothèque à proximité d'ouvrages de «vulgarisation» essentielle comme *la Révolution Inconnue* de Voline. Gageons que le nouvel opus des Éditions du MondeLibertaire trouvera sa juste place dans les librairies et les tables de presse !

Gwenolé Kerdivel
Liaison Retiers Sud 35

Radio libertaire

Jeudi 23 novembre

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Invités: Patrick Kipper (de Mots et Musiques) présente sa soirée en hommage à Marc Robine, le 2 décembre à Sevran, avec Francesca Solleville; Marie-Josée Vilar, pour son spectacle du 4 décembre au 20e théâtre.

Radio cartable à 14 heures: La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem à 18 heures: Boycott des jouets guerriers. Invité: Gérard Durand des Amis de la vie.

Vendredi 24 novembre

Koumbi à 10 heures: Une autre image de l'Afrique...

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité rock: Nelson. Le 26 mai dernier, Pascault, Tessier & Nico recevaient les Nelson, à l'occasion de la sortie de leur premier Ep *Bangkok Riot*, entre deux concerts à Londres et Paris. Le 20 novembre, ils font paraître leur premier album, une pépite rock dans une caillasse fracassée à coups de combo, en guise d'Uzi sonique: *Revolving Doors* (toujours chez Diamondtraxx, un label indépendant).

Ça booste sous les pavés à 22 h 30: Musiques, reportages, actus... Émission du Comité de Solidarité avec le Peuple basque, qui relatera les événements du Pays basque.

Samedi 25 novembre

Chroniques syndicales à 11 h 30: Luttes et actualités sociales. Grève dans les centres d'appels SFR. Invités: les chômeurs d'AC Air libre, Act-Up, et les intermittents de la CIP, sur l'action du 28 novembre « Arrêtez vos salades, crachez l'oseille ».

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres 28e festival du cinéma méditerranéen: Amos Gitaï, Basilio Martin Patino et les autres cinémas du Maghreb.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Dimanche 26 novembre

Folk à lier à 12 heures: Musiques traditionnelles Programmation musicale enregistrée de « chansons populaires et/ou traditionnelles », par des artistes de la chanson (Montand, Mouloudji, C. Vocaire, G. Béart, N. Mouskouri, C. Renard, S. Kerval, etc.).

Tempête sur les planches à 14 heures: Actualité du théâtre. La 15e édition du Festival Don Quijote présente le théâtre politique d'Espagne. Au programme: Micomicón présente *Los niños perdidos* de Laila Ripoll, un épisode méconnu de l'histoire de l'Espagne franquiste: celle des enfants disparus, orphelins ou abandonnés dans les années d'après-guerre. *Bambalina et La sonrisa* de Federico García Lorca de Jaume Policarpo, racontent la vie du poète au travers d'extraits de *Poeta en Nueva York*.

Le Mélange à 17 heures: Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 27 novembre

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. L'invité des Bernard: Pierre Louki.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30: Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte... Avec le professeur Dupont d'Isigny, le Marie de Jeanne, Lorenzo, Cédric de la Trique, de l'Ordre des Carmélites Pentus.

Mardi 28 novembre

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous. Émission n° 69: Nous allons consacrer cette heure d'antenne au grand compositeur allemand Kurt Weill, au pont qu'il a créé entre la musique savante et la chanson populaire. Nous nous intéresserons principalement aux interprétations de ces plus belles compositions qui ont fleuri dans tous les styles musicaux de l'entre-deux-guerres à nos jours.

Idéaux et débats à 18 heures: Avec Thierry Jonquet, pour son roman paru aux éditions du Seuil *Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte;* et Bruno Gibert, pour son roman publié aux éditions Stock *Réussir sa vie*.

Jazz en liberté à 22 h 30: Autour de quelques trompettistes... Par Gérard Terronès.

Mercredi 29 novembre

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Robert Johnson et ses influences.

Le manège à 14 heures: Littérature & cinéma. L'invité littéraire: Leonardo Padura pour *Les brumes du passé* (éditions Métailié), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures: Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric... lève ton doigt en l'air, Libertaire!

Trafic à 22 h 30: Musiques urbaines et libres propos. Invité: Néry. On était resté sur le monumental album (double) *La vie, c'est de la viande qui pense*, l'ex trublion des Nonnes Troppo et des VRP, impudique et grave, revient avec des récits d'un univers subtil, tendre et délicat, plein de vie et d'envies, d'amours et de détours. Au Belgistan, disque produit par M, les Poètes croisent les Lolitas.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 23 novembre

Paris 18e

Une femme seule de Dario Fo et Franca Rame, mise en scène Philippe Chauveau, au Funambule, les jeudis, vendredis et samedis à 20 heures en octobre et novembre; au 53, rue des Saules. Métro Lamarck-Caulaincourt. Réservation conseillée au 01 42 23 88 83.

Nîmes

Conférence-débat sur le thème « Exil espagnol et politiques d'immigrations, ou comment le droit d'asile s'est réduit en peau de chagrin. ». Olivier Roux interviendra sur l'« accueil » en France des exilés espagnols. Jean-Paul Nunez décrira l'évolution des politiques d'immigration vers une situation du tout répressif et fera état des centres de rétention actuels à 20 heures, au centre Pablo Neruda, rue du Cirque-Romain, salle de l'auditorium.

Strasbourg

« Être libertaire aujourd'hui ». Rencontre-débat avec Ronald Creagh (Université de Montpellier; revue Réfractions...) organisée par le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste, à 20 heures, à la Maison des associations, place des orphelins. Entrée libre. Table de presse.

Vendredi 24 novembre

Verneuil-sur-Avre

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 19 heures, au cinéma le Trianon, 108, rue Canon.

Clermont-Ferrand

Los dolares (HxC politik du Venezuela), au Raymond's bar (espace autogéré), 77, avenue Édouard-Michelin.

Massy (91)

Soirée thématique autour de « La décroissance, un anticapitalisme joyeux » à l'initiative de la CNT 91 et AC! Ile-de-France Sud Massy, à 20h15, Salle Lavoisier 2, Maison de la Formation et de l'Emploi, 10, avenue du Noyer-Lambert.

Paris 14e

Onzième action du collectif des déboulonneurs de Paris. Rendez-vous à 19h28 à la sortie du métro Edgar-Quinet (à deux pas de la gare Montparnasse).

Samedi 25 novembre

Paris 11e

Manifestation contre les violences faites aux femmes à 14h30, place de la République.

Paris 20e

Manifestation contre les rafles à l'appel du RESF, à 15 heures, au métro Belleville.

Lyon 2e

L'ensemble des syndicats CNT de l'Union départementale du Rhône soutenu par l'Union Régional Rhône-Alpes appelle à manifester en soutien à la CNT PTT, à 15 heures, place Antonin-Poncet, devant la poste centrale de Lyon.

Châlons-en-Champagne (51)

Dans le but de créer un groupe lié à la Fédération anarchiste à Châlons-en-Champagne, nous proposons aux libertaires de l'agglomération deux rendez-vous, le 25 et le 30 novembre 2006 à 18 heures, au café Le diplomate, place de la République, afin de pouvoir échanger, discuter et commencer à parler des éventuels projets à mener ensemble.

Mardi 28 novembre

Nîmes

Rassemblement devant le palais de justice (à côté des Arènes) en soutien à Benjamin Deceuninck pour le procès en appel pour refus de prélèvement génétique à 8h30.

Mercredi 29 novembre

Nîmes

Projection du dernier film de Pierre Carles, *Ni vieux ni traîtres* sur la lutte anti-franquiste dans les années d'exil, à 20 heures, au centre Pablo Neruda, rue du Cirque-Romain, salle de l'auditorium.

Jeudi 30 novembre

Paris 11e

Manifestation dans le cadre de la journée de lutte contre le sida, à 18h30, place de la Bastille.

Châlons-en-Champagne (51)

Dans le but de créer un groupe lié à la Fédération anarchiste à Châlons-en-Champagne, nous proposons aux libertaires de l'agglomération deux rendez-vous, le 25 et le 30 novembre 2006 à 18 heures, au café Le diplomate, place de la République, afin de pouvoir échanger, discuter et commencer à parler des éventuels projets à mener ensemble.

Vendredi 1er décembre

Elbeuf (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 19h30, au cinéma Le Grand Mercure, 6, rue P.-Brossolette.

Paris 10e

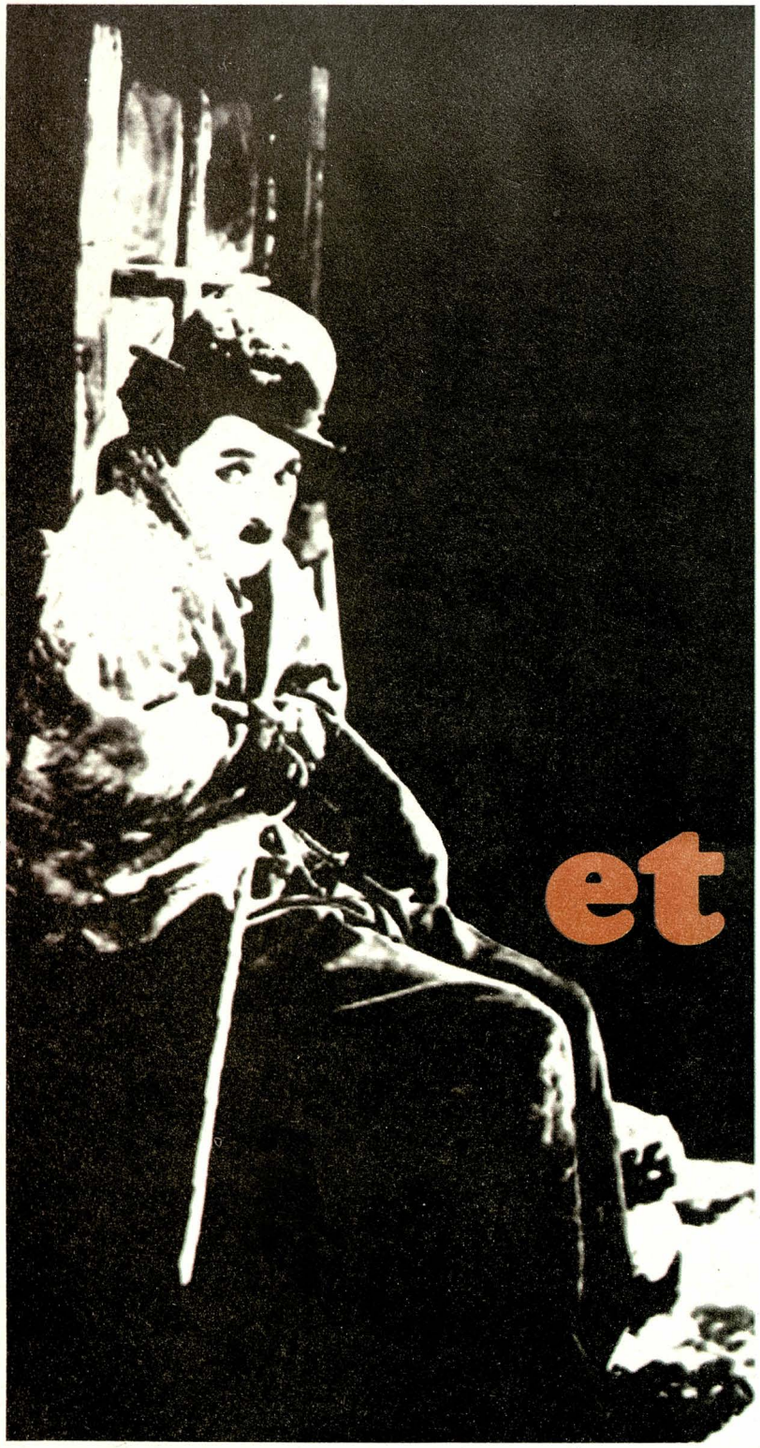
Concert de Fred Alpi à 17 heures, à la Librairie La Balustrade, 25, rue d'Alsace.

Chalon-sur-Saône (71)

Police d'hier et d'aujourd'hui, conférence-débat avec la participation de Maurice Rajsfus, organisée par le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le collectif la Vache noire, à 20 heures salle citadelle 21, rempart Saint-Vincent.

Paris 11e

Vernissage d'œuvres d'André Robèr, à 18 heures, à la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.



Aujourd'hui, c'est lui
Demain... toi ?

Il dort dans la rue et des logements sont vides !

Fédération anarchiste
rue Amelot - 75011 Paris